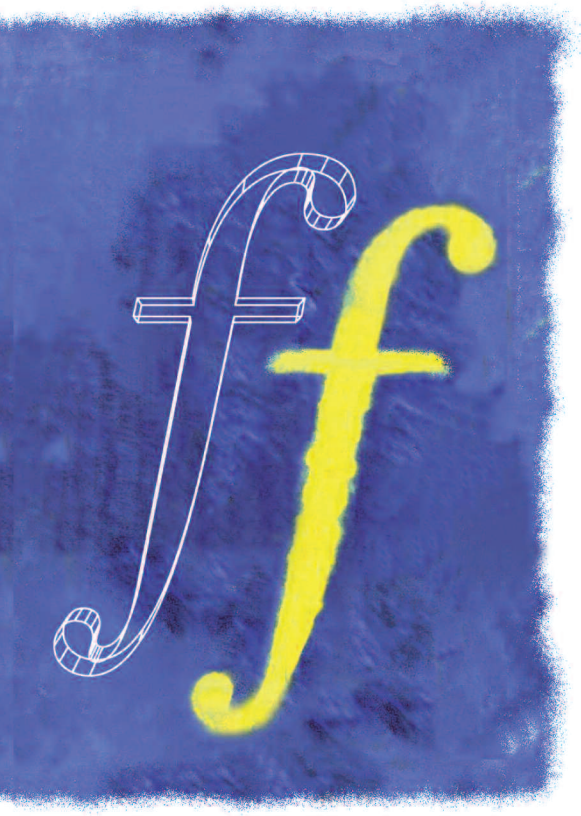
France Forum

NOUVELLE SÉRIE • n° 37 10 €



NOTRE RUSSIE

REVUE TRIMESTRIELLE - MARS 2010

Sommaire

France Forum • n°37 • Nouvelle série • mars 2010

Éditorial ... 3

NOTRE RUSSIE

À quoi sert la Russie ? par Alexandre Jevakhoff ... 4
Plaidoyer pour une Russie européenne par Jean-Pierre Gouzy ... 7
L'Église orthodoxe, la Russie et l'Occident par François-Georges Dreyfus ... 11
À propos de la démesure russe par Georges Sokoloff ... 18
La Russie, une très grande partie de l'Europe par Dmitri Rogozine ... 20
Les nouveaux projets russes pour la sécurité européenne par Philippe Moreau Defarges ... 23
Après la guerre en Géorgie par Jean-Pierre Prévost ... 26
Mémorial : la lutte pour la vérité par Hélène Kaplan ... 30
Union européenne-Russie : pour un partenariat stratégique par Yves Pozzo di Borgo ... 33

DOSSIERS ET ÉTUDES

La crise grecque et ses conséquences par Jacques Mallet ... 38
La crise continue par Charles Delamare ... 41
Identité nationale, identité européenne par Robert Toulemon ... 43

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall ... 45
Bonne année 2010 ! par Charles Delamare ... 46

IL Y A CINQUANTE ANS

Le témoignage humain d'Albert Camus par Pierre-Henri Simon ... 49

CULTURE ET SOCIÉTÉ

La renaissance de la musique russe par Jenny Zaharieva ... 51
***12* de Nikita Mikhalkov** par Igor Yatzimirsky ... 53
***Tsar* de Pavel Lounguine** par Jean-Marie Bordry ... 54

NOTES DE LECTURE

***La Crise de 1929* de Pierre-Cyrille Hautcœur** par Charles Delamare ... 55
***Pour un capitalisme au service de l'homme* de Michel Cool** par Jean-Pierre Prévost ... 55
***Entre Dieu et Darwin : le concept manquant* de Francis Kaplan** par Charles Delamare ... 56
***Le Quai de Ouistreham* de Florence Aubenas** par Jean-Marie Daillet ... 57
***Missak* de Didier Daeninckx** par Albert Kalaydjian ... 58
***Metternich, le séducteur diplomate* de Charles Zorgbibe** par Charles Delamare ... 60
***Chaque pas doit être un but* de Jacques Chirac** par Albert Kalaydjian ... 61
***Orages désirés* de René Lenoir** par Charles Delamare ... 63

Nouvelles coordonnées

France Forum vient de déménager.
Voici les coordonnées où vous pourrez
désormais nous joindre :

France Forum
133, rue de l'Université
75007 Paris

Téléphone : 01 45 50 29 07

Fax : 09 56 80 01 14

E-mail : france.forum@free.fr

Notre Russie

La Russie appartient à l'Europe. Par sa langue, sa religion, sa culture, ses mœurs, son histoire. À plusieurs reprises, elle a souvent rendu d'éminents services à notre continent, au prix de son sang. Elle a nourri sa pensée, enrichi sa sensibilité. La Russie est nôtre.

Pourtant, beaucoup de citoyens de l'Union européenne continuent de considérer ce grand peuple comme un adversaire, sinon un ennemi, en tout cas comme un étranger lointain. Nous tenterons de dissiper dans ce numéro quelques-uns de ces préjugés, parfois en se montrant sévère à l'égard de son gouvernement, mais toujours amical envers ses enfants, nos frères.

Avant de juger cette nation, il faut voir de quelles épreuves elle est sortie – à peine –, quels traumatismes elle a subis par l'amputation de territoires cinq à six fois de la taille de la France et quel choc a représenté l'écroulement du système économique et social.

Se rapprocher de la Russie, envisager de la faire entrer un jour, pas trop éloigné, dans l'Union européenne, si elles le souhaitent l'une et l'autre, n'est pas un songe creux, mais devrait devenir une hypothèse sérieuse de travail.

Nous insistons beaucoup sur le facteur religieux, parce qu'il représente une des composantes principales de l'identité russe. Il peut tout à la fois être un obstacle au rapprochement avec l'Europe et un vecteur de communication des consciences. Il ne s'agit pas de prendre de haut ces cousins séparés depuis trop longtemps au nom d'une démocratie qui, du côté occidental de notre continent, n'a souvent pas été, et n'est pas toujours, exemplaire. Sous peine d'échec, il importe d'entamer un processus de reconnaissance et d'estime mutuelles dans un esprit d'humilité et dans une inspiration d'ouverture et d'amitié.

Certes, l'impérialisme a imprégné longtemps la réflexion et la motivation de ce pays. N'en a-t-il pas été de même à l'Ouest ? Qui n'a pas tenté de mettre ses voisins sous sa coupe ? De Rome à Madrid, en passant par Vienne, Stockholm, Paris et Berlin, les rêves d'hégémonie ont déterminé le cours de l'Histoire. La création de l'Union européenne a eu précisément pour but de mettre fin à l'enchaînement de ces sanglants épisodes, d'interrompre la ritournelle des fatalités. Ne serait-il pas raisonnable d'inclure Moscou, la « troisième Rome », à notre collection des empires défunts ?

Il s'y ajoute une raison encore plus pressante. Le monde, au cours de la révolution d'octobre 2008, a de nouveau changé de base. Les membres de l'Union européenne ont compris que celle-ci ne pesait pas assez lourd au milieu des mastodontes en train d'émerger. On ne se souvient pas assez que le général de Gaulle, dont l'ambition était de redonner son indépendance à l'Europe, préconisait que celle-ci s'étendît « de l'Atlantique à l'Oural ». Pour une fois, sa vision manquait pourtant de grandeur. Nous considérons que le sentiment d'impuissance qui submerge actuellement notre Communauté ne se dissipera que si nos politiques, nos citoyens, notre jeunesse se donnent pour but de réaliser, avec les précautions nécessaires, l'union de la grande Europe, l'amitié et la paix européennes de l'Atlantique à la mer de Chine, de Brest non plus jusqu'à Brest-Litovsk, mais jusqu'à Vladivostok !

Le comité de rédaction

À quoi sert la Russie ?

par Alexandre Jevakhoff

La Russie, traumatisée par l'éclatement de l'Empire soviétique, doit être traitée en amie, au moins en associée, par l'Union européenne. Et elle guérira. Elle s'épanouira.

Le monde dans lequel nous vivons a été profondément transformé en vingt ans. La chute du Mur de Berlin a mis fin, définitivement, aux équilibres – si on peut l'écrire – issus de la Seconde Guerre mondiale. La crise née aux États-Unis et propagée *erga omnes* à l'automne 2008 a mis en exergue les limites du libéralisme financier. À ces deux événements, il faut naturellement en ajouter un troisième, plus diffus et pour autant majeur : le choix d'un modèle de croissance soutenable.

Tout cela a profondément rebattu les cartes sur l'échiquier mondial.

Le modèle américain peut être considéré en difficulté, il n'en reste pas moins que les États-Unis restent la première puissance mondiale. L'élection du président Obama a redonné un coup de jeunesse à cette puissance ; elle lui a surtout permis de légitimer ses prétentions en les faisant bien plus facilement reposer sur ce messianisme et cette supériorité morale qui tentent les Américains depuis leur naissance. Ce n'est pas, je l'espère, pratiquer un anti-américanisme primaire que de rappeler combien cette nation s'identifie au Bien, en tire une bonne dose de supériorité et une extraordinaire capacité de refuser le déclin.

Sur un ring de boxe, un seul pays pourrait contester aujourd'hui aux Américains leur titre de champion mondial. Ce pays, la Chine, le conteste d'ailleurs. Le nouvel atelier du monde représente aujourd'hui 10 % des exportations mondiales. La part de marché chinoise n'était que de 3 % en 1999. On l'estime à 25 % à la fin de l'actuelle décennie. Les États-Unis ont déjà perdu, au profit de la Chine, leur place de premier marché automobile au monde. Les ambitions économiques se développent rarement sans leurs consœurs politiques ; les Chinois ne dérogent guère à cette règle ancestrale, comme nous le vérifions, à nos dépens, sur un continent africain qui nous est particulièrement cher.

Quand la Chine pointe en tête du peloton mondial, pour continuer dans l'image sportive, et emmène à ses côtés l'Inde et le Brésil, quand l'Iran secoue les postes du club nucléaire, d'autres pays ont mal supporté la nouvelle donne mondiale. Je pense au Japon. Je pense encore davantage à la Russie.

Influence idéologique, puissance militaire, grandeur territoriale : adieu veaux, vaches, cochons… La disparition de l'URSS était indispensable, elle était programmée ; pour autant, elle coûte cher à la nation russe.

Que reste-t-il aujourd'hui de l'ancien statut mondial ? Essentiellement, le siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu. C'est important, comme nous, Français, le savons bien. Mais après ? La BRIC – cet acronyme inventé pour regrouper le Brésil, la Russie, la Chine et l'Inde dans la catégorie des futurs leaders économiques et financiers – n'a pas résisté à la crise et, des quatre pays, le mauvais élève est russe. Posséder des ressources énergétiques ou minérales est un véritable atout ; il ne suffit pas à transformer un pays en puissance économique, a *fortiori* si le gouvernement se contente de profiter de la rente dégagée. Même si l'année dernière a semblé marquer un arrêt, le déclin démographique de la Russie est également un signe incompatible avec des ambitions mondiales. Qu'on le veuille ou non, en effet, et sans se prêter à des thèses dont l'Histoire a montré les erreurs et les limites, une population qui diminue dispose rarement de la force morale et de l'énergie indispensables aux champions.

À cet égard, il me paraît important de souligner une vérité qui, me semble-t-il, n'a pas suffisamment été perçue en France et plus généralement en Europe occidentale : la disparition de l'URSS a traumatisé la nation russe. Aucun coup de baguette magique n'a naturellement décoré le régime bolchevique, et sa dictature, de la moindre auréole. Pour autant, beaucoup d'ex-soviétiques qui, à tort ou à raison, pensaient bien vivre dans leur pays n'ont pas compris ce que le nouveau régime politique et économique allait leur apporter de mieux. Pis encore, comme l'a très joliment écrit Patrick Besson dans une de ses chroniques hebdomadaires du *Point*, combien de futurs et futures ingénieurs, médecins et autres chercheurs soviétiques ont gagné le droit, après 1989, de devenir serveurs de restaurant rapide, prostituées ou, pour les mieux lotis, gangsters ?

La Russie d'après 1989 s'est retrouvée, peu ou prou, dans la même situation que la France vaincue par la Prusse en 1870 ou la France libérée à l'été 1944 : comment se reconstruire ? La Russie est même confrontée à une difficulté particulière, car inédite dans son histoire. Depuis toujours, la politique russe a tout subordonné à la considération de puissance. Que faire donc quand cette règle d'or n'est plus applicable ?

C'est ce dilemme auquel sont confrontés les responsables russes. Essayer de retrouver des ersatz de la puissance d'antan est la voie la plus rassurante et la plus simple à court terme – c'est-à-dire à l'horizon politique –, sinon la plus génétiquement russe.

Faire autrement se révèle beaucoup plus compliqué. Le XIXe siècle russe a été traversé par un conflit intellectuel, et politique, intense entre les slavophiles et les occidentalistes, avec une grande différence par rapport à la situation actuelle : la Russie était puissante et donc respectée. Aujourd'hui, faire autrement conduit obligatoirement à poser une question provocante : à quoi sert la Russie ?

Voilà, je pense, un sujet qui pourrait utilement alimenter les débats de l'année croisée France-Russie qui vient de débuter. C'est un sujet d'intérêt commun franco-russe, c'est un sujet d'intérêt européen. À condition de ne pas oublier qu'au lendemain de la défaite face à la Prusse ou de la libération de l'été 1944, la France a décidé seule de son avenir, en rejetant les donneurs de leçons étrangers.

Alexandre JEVAKHOFF

« Chez les Russes, les verges et le fouet sont surtout en honneur ; on ne cloue personne par les oreilles, parbleu, nous sommes des Européens, mais notre spécialité est de fouetter, et on ne saurait nous la ravir. À l'étranger, on dirait que cette pratique a disparu, par suite de l'adoucissement des mœurs, ou bien parce que les lois naturelles interdisent à l'homme de fouetter son semblable. »

Fedor Dostoïevski, *Les Frères Karamazov*

Plaidoyer pour une Russie européenne

par Jean-Pierre Gouzy

Que l'Union européenne s'approche de la Russie en se montrant unie. C'est la première condition pour jeter les bases d'un avenir commun. Mais l'objectif est clair.

Les rapports entre l'Union européenne et la Fédération de Russie ne sont pas aussi cordiaux et confiants qu'ils devraient l'être, malgré la fréquence des rencontres de nos chefs d'État et de gouvernement avec Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine.

Les griefs adressés au Kremlin sont connus : la Russie est, certes, désormais classée parmi les États démocratiques, mais « l'État de droit » qui s'y exerce laisse toujours à désirer. Les événements survenus en Tchétchénie à partir de 1992, puis au cours de l'été 2008 dans un territoire géorgien aux frontières contestées ont laissé des traces. En Russie même, les entorses faites aux droits de l'homme et aux règles de sécurité élémentaires sont fréquemment relatées par les correspondants de presse ou dénoncées par les associations de défense des libertés. Les véritables assassins de la journaliste Anna Politkoveskaïa, en 2006, courent toujours, tandis que tous les ans, depuis 2005, des attentats à la bombe endeuillent le pays.

Inversement, la Russie continue de voir l'Otan comme une coalition hostile. Comme la plupart des pays de l'Union européenne, à commencer par ceux qui furent ses alliés au sein du pacte de Varsovie, sont membres de l'Alliance atlantique et se sentent sécurisés par la garantie américaine, le Kremlin a toujours tendance à s'enfermer dans une logique de place assiégée. Ce qui n'empêche pas le gouvernement russe, comptable des éléments constitutifs d'une puissance nucléaire encore impressionnante, de négocier avec le gouvernement américain considéré comme son seul alter ego dès qu'il s'agit des grands équilibres stratégiques (négociations Start) ou bien de vouloir substituer à l'actuelle OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), héritée de l'ère post-gorbatchévienne, une nouvelle architecture de sécurité sur le continent européen, présentée par Medvedev, et qui lui permettrait d'intervenir dans les choix sécuritaires de l'Union et de l'Alliance atlantique.

Enfin, Moscou entretient avec les principaux pays d'Europe continentale, comme l'Allemagne, la France, l'Italie, des liens bilatéraux préférentiels, cas par cas, indépendamment jusqu'ici des obligations créées aux « 27 » par l'existence de la politique étrangère et de sécurité commune gérée à Bruxelles au nom de l'ensemble des partenaires de l'Union européenne. Ainsi en a-t-il été notamment pour les partenariats énergétiques négociés par Vladimir Poutine avec le chancelier Schröder (projet Nord Stream) et Sylvio Berlusconi (projet South Stream) tandis que l'Union européenne donne la préférence au gazoduc Nabucco qui, évitant le territoire russe, acheminerait vers l'Europe centrale, à travers la Turquie, le gaz extrait des pays d'Asie centrale. Dans des perspectives similaires, Dmitri Medvedev s'est rendu à Munich en juillet 2009 pour renforcer la coopération industrielle germano-russe avec Angela Merkel et sera à Paris pour négocier, en mars, des objectifs similaires avec Nicolas Sarkozy alors que d'importantes manifestations culturelles franco-russes ponctueront le calendrier de l'année 2010. Dans cette ambiance « bilatéraliste » renforcée, aucune disposition du traité de Lisbonne n'empêchera la France, si les circonstances s'y prêtent, de vendre au partenaire russe du matériel de guerre affiné. En l'occurrence, un bâtiment de projection et de commandement de classe Mistral destiné à la marine russe, malgré les objections américaines.

*

* *

Mais, allons à l'essentiel… Le moment n'est-il pas venu pour l'Union européenne d'avoir une approche beaucoup plus cohérente et porteuse d'avenir que ce n'est le cas avec la Russie ?

Cet immense pays dont la surface couvre onze faisceaux horaires et dont l'étendue sur les continents européen et asiatique représente 17 millions de km^2 nous apparaît, malgré les avancées spatiales et les arsenaux nucléaires (aujourd'hui souvent vieillissants) dont il a hérité de l'URSS, comme un pays fragile, même s'il recèle, sous les glaces du Grand Nord, des trésors de matières premières et, en particulier, les plus importantes réserves de gaz mondiales.

Cet espace, en effet, connaît un déclin démographique que quelques chiffres permettent de confirmer. La population de la Fédération de Russie s'est réduite à un peu plus de 140 millions d'habitants à la fin de l'année 2009, contre 145 en 2001, 147,8 en 1989, année où l'indice de fécondité a été pour la dernière fois positif. Poutine a bien perçu le danger et fait voter par la Douma une législation nataliste. Néanmoins, selon les démographes, la population russe continuerait à diminuer et pourrait être de l'ordre de 100 millions, voire moins, d'individus en 2050, sauf accroissement conséquent des flux migratoires en provenance de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan, de la Moldavie, etc. La toundra sibérienne, qui ne compte que quelques grandes

villes, possède une superficie d'à peu près vingt-quatre fois celle de la France, remplie, en moyenne, de 3 habitants au km^2, dont 80 % de ses presque 40 millions d'habitants résident dans les régions méridionales. Pour le reste, c'est un espace quasi désertique qui contient, outre du gaz et du pétrole en abondance, environ la moitié des réserves mondiales de certaines matières premières, stratégiques et précieuses.

Par ailleurs, les frontières sibériennes jouxtent la Chine sur 3 440 kilomètres. Si cette dernière ne remet pas officiellement en cause le tracé de la frontière qui, pour l'essentiel, date de l'époque tsariste, elle n'en lorgne pas moins sur les richesses de l'espace sibérien. Des populations chinoises de plus en plus nombreuses se sont d'ailleurs établies ces trente dernières années dans les régions de l'Extrême-Orient russe. La nature, on le sait, a « horreur du vide », même si pour le moment la Chine a d'autres chats à fouetter que de risquer un conflit majeur avec la Russie à propos de la Sibérie. D'une part, elle prépare l'Exposition universelle – apothéose qui se tiendra bientôt à Shanghai. D'autre part, elle conquiert les marchés partout où elle le peut dans le monde. Cependant, la tentation sera grande pour elle un jour de s'étendre au-delà des frontières mandchoues et mongoles pour satisfaire, si elle n'a pas d'autres choix, sa boulimie de matières premières et faire face à des besoins de croissance forcenés. La Russie ne l'ignore pas et observe avec une attention soutenue ce qui se passe au-delà des fleuves Amour et Oussouri qui lui servent de frontière avec la Mandchourie chinoise.

De même, la Russie doit suivre avec une attention comparable, au-delà d'un Kazakhstan où 44 % de slaves chrétiens orthodoxes équilibrent 47 % de Kazakhs musulmans qui font bon ménage, l'évolution des Républiques d'Asie centrale, hier membres de l'URSS, aujourd'hui de la Communauté des États indépendants (CEI), inventée par Boris Eltsine pour préserver les marches de « l'Empire » et empêcher son éclatement pur et simple au sortir de l'ère soviétique. Pour le moment, les Républiques turcophones et persophones de l'Asie centrale sont elles-mêmes en plein essor démographique, mais dirigées par d'anciens apparatchiks communistes ou leurs successeurs, elles sont donc toujours considérées par le Kremlin comme faisant partie de son « ère de responsabilité ».

On ne voit pas, dans de telles conditions, en quoi l'Europe en formation pourrait porter ombrage à la Russie qui appartient à la même civilisation qu'elle et dont la quête de démocratie lui a valu d'adhérer au Conseil de l'Europe en 1996. En revanche, les menaces potentielles qui pèsent sur son avenir sont d'ordre démographique en Europe et en Asie ; d'ordre géostratégique en Asie et dans le Caucase. L'Union européenne devrait dès lors se donner pour objectif (ambitieux, je le reconnais, mais au bout du compte réaliste) de concevoir une communauté élargie destinée à la lier, en tant que telle, aux pays européens de l'ancienne URSS (Belarus, Ukraine, Moldavie, Fédération de Russie) plutôt que de laisser ses États membres traiter séparément en fonction de leurs seuls intérêts énergétiques, technologiques, culturels ou politiques particuliers avec Moscou. C'est un processus à long terme

que nous devrions amorcer et qui s'engagerait pour parachever progressivement la réunification du vieux continent. L'Ukraine, aujourd'hui éclatée entre les russophones orthodoxes de sa partie orientale et les catholiques uniates de sa partie occidentale, serait la première à trouver son compte dans cette approche géopolitique globale. Quant à l'Union européenne, elle aura tout à gagner à la conclusion d'une telle construction stratégique avec la Russie en définissant les normes communes de sécurité et de développement durable.

C'est dans cette perspective, à notre sens, qu'il conviendrait de mener à bien les négociations nouvellement entamées avec Moscou pour relayer, et si possible approfondir, les accords de partenariat conclus avec la Russie de Boris Eltsine en 1994 et restés en vigueur jusqu'en 2007, afin de donner un nouveau cadre aux obligations contractuelles que nous entretenons réciproquement, mais qui, pour le moment, n'ont encore abouti à aucun accord multilatéral fiable.

L'Union européenne renforcée par la ratification du traité de Lisbonne et appelée, sans aucun doute, sous la pression des événements, à se doter d'une autorité politique propre au cours des années à venir et la Fédération de Russie progressivement dégagée des contraintes de l'ère postsoviétique doivent, enfin, jeter les bases d'un avenir commun.

Jean-Pierre GOUZY

« Je ne voulais pas confondre Russie et URSS. Pour moi, l'URSS était la fille de la Russie. Mais, comme souvent les filles, un peu ingrate. C'était la Russie qui l'avait nourrie spirituellement, qui continuait à la nourrir. Elle serait peut-être un peu dure, un peu profiteuse, au contraire. Si la révolution avait eu lieu, c'est parce que les privilégiés de l'ancien régime s'étaient repentis. Ils avaient eu honte. Est-ce que les communistes sauraient aussi se repentir ? »

Brice Parain, *De fil en aiguille*

L'Église orthodoxe, la Russie et l'Occident[1]

par François-Georges Dreyfus

La religion orthodoxe, remâchant des disputes anciennes, paraît s'opposer à un rapprochement de l'Union européenne et de la Russie. Faut-il faire savoir à nos partenaires de Moscou que le catholicisme est de plus en plus minoritaire dans l'Union et à nos autorités du Vatican qu'il serait temps de prendre l'œcuménisme au sérieux ?

Quoi que puissent penser de nombreuses personnalités, depuis près de onze siècles la Russie n'appartient plus à l'Occident. Comme l'a bien montré Samuel P. Huntington dans le *Choc des civilisations*[2], le monde orthodoxe est différent de l'Occident, ce que confirment nombre d'historiens grecs. En effet, le baptême de la Russie est l'œuvre de moines orientaux (saint Cyrille et saint Méthode), ce qui mettra la Russie dans la dépendance de Byzance et après 1054 en dehors du christianisme romain ; situation aggravée par les invasions mongoles qui coupent totalement la Russie de l'Occident entre 1220 et 1552. L'évolution économique du monde russe du XIe au XXe siècle le confirme.

La Russie n'est pas en Occident

Évolution du PIB[3] /habitant en Russie et en Europe occidentale[4]

Année	Europe occidentale	Russie/URSS	
1000	400	400	
1500	774	483	
1820	1232	667	
1870	1974	947	
1913	3473	1501	en $ constant de 1991
1950	4524	2801	
1973	11534	6051	
1988	17921	6874	

Source A. Maddison, *L'Économie mondiale*, OCDE, 2001, pp. 134 et 197

1. Une partie de cet article a déjà été publiée dans le n° 24 de *Géostratégiques* (juillet 2009). Avec leur aimable autorisation de reproduction.
2. Éditions Odile Jacob, 2007.
3. Produit intérieur brut.
4. En 2008, le PIB par habitant est de 32 000 € en Europe occidentale et de 12 500 € en Russie. Source : Ramsès.

On le voit bien, l'économie russe décroche entre le XIe et le XVe siècle, elle ne rattrapera jamais son retard malgré ses richesses naturelles et la politique volontariste des tsars et de leurs gouvernements. De 1890 à 1913, quels que soient les efforts de Witte ou de Stolypine, la croissance russe est médiocre, analogue à celle de la Hongrie, loin derrière la Bohême ou même la France dont on sait la faible croissance sous la IIIe République. Staline et ses successeurs ne feront pas mieux. En 1989, économiquement, la Russie est à peine un « pays émergent ».

L'occupation mongole n'a pas seulement coupé la Russie de l'Occident, elle a fait de l'Église orthodoxe un élément déterminant de la société et de la politique en Russie. Du temps de l'occupation, l'Église est le seul recours du peuple face à l'étranger et aux princes qui le soutiennent, que cet étranger soit mongol/tatar ou polonais. En effet, on néglige trop souvent la menace polonaise. Le royaume polono-lituanien s'étend jusqu'au Dniepr et menace Moscou à plusieurs reprises, c'est le temps où l'Ukraine, cet État artificiel né en 1991, est colonisé par la Pologne qui cherche à romaniser l'Église orthodoxe ; c'est à ce moment que naît l'Église uniate considérée par le patriarcat de Moscou comme une arme de guerre vaticane dangereuse pour l'orthodoxie. Or, celle-ci, qui s'est autoproclamée « Troisième Rome », après Rome et Byzance, se veut successeur du patriarcat de Constantinople. Elle est autocéphale : aussi le patriarche de Moscou est-il dénommé Patriarche de toutes les Russies. Dès la fin du Moyen Âge, l'Église est l'âme de l'État russe. On oublie que Michel Romanov devenu tsar en 1613 est le propre fils du Patriarche de Moscou.

Ce n'est qu'avec Pierre le Grand que la Russie pénètre à petits pas en Europe centrale, Kiev, l'Estonie, la Courlande deviennent russes. Les liens avec l'Occident sont ténus et ne touchent que la cour et une partie de l'aristocratie. Le monde russe demeure « barbare » aux yeux des Occidentaux comme en témoigne le *Voyage en Sibérie* de l'abbé Chappe d'Anteroche, cité par Hélène Carrère d'Encausse : « Le peuple est attaché à la religion grecque jusqu'au fanatisme et ce fanatisme augmente au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la capitale. »[5]

L'Église orthodoxe russe

En réalité, ce brave abbé, comme beaucoup de catholiques encore aujourd'hui, n'a pas compris grand-chose à l'orthodoxie russe. La Russie a commencé à être christianisée à partir de 998, date à laquelle est baptisé, dans le rite grec, le grand prince de Kiev. L'évangélisation se fait selon la tradition orientale des saints Cyrille et Méthode. En 1054, Byzance se sépare de Rome en raison de l'adoption en 867 de la formule « filioque » en complément du Credo de Nicée par l'Église romaine.

Théologiquement, l'Église orthodoxe a les mêmes fondements que les autres églises chrétiennes – elle est attachée à l'exaltation de la personne même du Christ, à la Trinité : elle est fidèle au Credo de Nicée, mais estime que « le Saint-Esprit [...]

5. *L'Impératrice et l'Abbé*, Fayard, 2003.

procède du Père », rejetant le filioque instauré par l'Église romaine. Elle fait une grande place à la Vierge, mère de Dieu, qui s'enracine dans le sol russe, intégrant la tradition païenne de la déesse Terre. Elle proclame une ecclésiologie de communion : « L'Église locale autour de son évêque n'est pas le fragment d'une Église universelle, mais la manifestation d'une Église une et sainte en un lieu donné. » (Gr. Palamas, 1360)

L'orthodoxie russe s'appuie sur une vie liturgique très riche qui fait grande place à l'icône comme à l'ascèse individuelle.

La puissance de l'Église orthodoxe s'affirme, nous l'avons vu, avec les invasions mongoles (1220-1552) : surtout elle contribue à asseoir et à sacraliser le pouvoir des princes de Moscou. Avec les temps de troubles qui suivent la mort d'Ivan le Terrible, le pouvoir de l'Église s'étend encore et le métropolite de Moscou s'auto-proclame patriarche de toutes les Russies (1589). C'est le patriarche Philarète qui contribue largement à installer son propre fils Michel Romanov en 1613.[6]

Cette puissance et le conservatisme de l'Église sont un frein pour les réformes engagées par Pierre le Grand ; aussi, celui-ci supprime le patriarche de Moscou et lui substitue un Saint-Synode qu'anime le procurateur, désigné par le tsar, qui se considère comme *Summus Episcopus*, à l'image des souverains luthériens. Qu'elle soit dirigée par le patriarche ou par le procurateur du Saint-Synode, l'Église russe est profondément liée à l'État russe, au peuple russe. L'Église orthodoxe russe est d'abord une Église nationale. On peut le constater avec le mouvement slavophile qui se développe au XIXe siècle, mouvement issu de la réaction nationaliste à l'invasion napoléonienne. Comme le dit Dostoïevski : « Ce qui est russe s'identifie avec le vrai visage de l'orthodoxie. »

Le lien entre orthodoxie et peuple russe s'incarne dans le tsar, mais celui-ci est souvent influencé par la théologie autoritaire du Saint-Synode. L'Église orthodoxe russe est alors peu tolérante et étriquée dans sa vision du monde. Elle contribue au rejet du libéralisme et renforce le poids de l'autocratie contribuant à éloigner la population de la démocratie à l'occidentale tout en favorisant l'essor des conceptions communautaires et les pouvoirs intermédiaires avec, par exemple, les zemstvos, assemblées locales. C'est ainsi qu'elle freine les politiques de réforme engagées entre 1895 et 1911 par de Witte et surtout Stolypine.

L'orthodoxie russe, de la révolution d'Octobre à la perestroïka

En 1917, commence, avec la révolution léniniste, un temps de persécutions dramatiques : des milliers de prêtres, des métropolites (évêques) aux popes de village, sont liquidés : l'on engage la lutte contre la religion et pour l'athéisme avec la des-

5. Voir François-Georges Dreyfus, « Orthodoxie et politique » (*Géostratégique*, n° 24, juillet 2009) et de manière plus générale, François-Georges Dreyfus, *Une histoire de la Russie*, Éditions de Fallois, 2005.

truction d'églises ou de bâtiments religieux. Des fidèles sont poursuivis et souvent envoyés au goulag. Mais cela ne détruit pas le sentiment religieux ; nombre de grands-mères (*babouchkas*) se débrouillent pour faire baptiser leurs petits-enfants. Ce sera le cas de Boris Eltsine.

En 1917, Lénine a rétabli le patriarcat, mais l'Église est placée sous le contrôle de l'État, même si juridiquement il y a séparation de l'Église et de l'État.

En 1941, dès le début de l'invasion nazie et de la Grande Guerre patriotique, Staline, conscient que le sentiment religieux n'a pas disparu, fait appel au patriarche qui exhorte les chrétiens à lutter contre le Reich. Après Stalingrad, on voit souvent cette image impensable avant 1941, le trio présidant le défilé de la libération : le général libérateur, le maire et le métropolite. Mais l'Église demeure strictement contrôlée, comme le montre le rapport[7] sur l'épiscopat russe destiné au comité central du parti communiste de l'Union soviétique.

En 1949, le Conseil œcuménique des Églises (COE) – qui rassemble les communautés chrétiennes non catholiques – invite l'Église orthodoxe russe à se joindre à lui. Staline interdit cette participation, mais, en 1961, Kroutchev accorde l'autorisation. Dès lors, il va mettre l'Église au service de l'URSS dans les réunions œcuméniques. Orthodoxes et protestants d'URSS et des États satellites constituent alors près du quart du comité et ils vont y jouer un rôle certain – les délégués sont triés sur le volet et reçoivent leurs instructions du KGB : ils contribuent à développer dans certaines églises une théologie christo-marxiste dont témoignent les volumes d'*Église et Société* qui ont été publiés par le COE, en 1987, et obtiennent en 1980 que le COE ne condamne pas l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge[8].

La perestroïka libère l'Église orthodoxe et l'on assiste, depuis vingt ans, à la restauration du pouvoir de l'Église en même temps qu'à une renaissance publique du sentiment religieux. On rouvre des églises, on en construit ; les monastères se remplissent et le peuple de Dieu est présent de nouveau : en Russie, plus de 60 % de la population pratique et près de 75 % déclarent croire en Dieu. Cette renaissance n'a pas été un feu de paille, elle dure toujours. Il suffit de penser à la foule compacte réunie à Saint-Pétersbourg pour accueillir l'icône de Kazan, aux foules qui se pressent pour prier devant les reliques ou encore de penser à ces innombrables fidèles qui viennent prier ou mettre des cierges dans les innombrables églises ou chapelles que l'on trouve ouvertes : depuis Notre-Dame-de-Kazan à Pétersbourg ou le Christ-Sauveur à Moscou, jusqu'à la plus humble chapelle de village. Les liens entre l'Église et l'État sont (même si juridiquement la séparation demeure) considérables : aumôneries militaires, de prisons, d'hôpitaux, d'écoles se multiplient ; il y aurait

7. Publié en 1980 au Seuil.
8.Voir François-Georges Dreyfus, « Le Conseil œcuménique des Églises, la foi manipulée », *Politique internationale*, n° 30, janvier 1986.

9 220 lycées orthodoxes en Russie, alors qu'à Moscou, selon le *Monde des Religions*, il y a trois facultés de théologie. Le nombre de paroisses a quadruplé depuis 1988 : il y en a aujourd'hui près de 28 000.

Église russe et identité nationale

L'Église orthodoxe contribue à rendre tout son sens à la *Rodina* (la patrie) et elle est redevenue un élément essentiel de l'identité nationale, quitte à faire preuve d'anti-occidentalisme, d'anticatholicisme. Quand le pape Jean-Paul II envisage de ramener en Russie l'icône de Notre-Dame de Kazan, c'est un tollé comme le prouvent les textes ci-après :

« Recevoir en Russie le pape Jean-Paul II revient à "*serrer la main*" de Ben Laden à la Maison-Blanche », a affirmé le métropolite de Tachkent et de l'Asie centrale, Vladimir. Alors qu'on lui demandait si le patriarche Alexis II accepterait de recevoir le pape pour qu'il lui remette l'icône de Notre-Dame de Kazan, le métropolite a affirmé que : « Même pour restituer un objet sacré, le patriarche ne peut pas ignorer les souffrances des orthodoxes qui sont devenus victimes de la violence des uniates... Il faut être naïf pour considérer le Vatican comme un "État amical". »[9]

Cet anticatholicisme transparaît dans un débat à la Douma : le 16 avril, un député demande au « président Vladimir Poutine de faire interdire l'Église catholique en Russie, [cette demande] a été examinée par la Douma [chambre basse]. M. Alksnis, député du groupe Régions de Russie [centriste pro-Ktemlin], reproche au Vatican d'avoir créé en Russie quatre diocèses. »

On le sait, le patriarche aura gain de cause ; Jean-Paul II ne viendra pas en Russie. L'Église, dit le patriarche Alexis, « est séparée de l'État, mais elle ne peut être séparée de la société dont une partie considérable est composée de croyants orthodoxes ».

Anti-occidentalisme et unité russe

L'anti-occidentalisme demeure considérable dans tout le monde oriental, même dans les États membres de l'Union européenne à majorité orthodoxe (Grèce, Bulgarie, Roumanie et même Chypre) – le volume publié par l'Église orthodoxe russe et intitulé *Les Fondements de la doctrine sociale*[10] intègre la Déclaration des droits et de la dignité de l'homme adoptée en 2006. Ces textes sont fondamentaux pour comprendre l'orthodoxie russe, mais aussi la politique intérieure et extérieure de la Russie. On glorifie « l'ordre juridique russe » issu du « droit slave traditionnel » du « Codex de Justinien ». Cela conduit l'Église orthodoxe à critiquer la conception occidentale des droits individuels qui « se sont développés indépen-

9. Interview donnée au quotidien *Izvestia* et reprise par *L'Église dans le Monde* le 25 mars 2006.
10. Le Cerf, 2007.

damment de tout lien avec Dieu […], [ces] droits sont nécessaires pour permettre à l'homme de ressembler à Dieu », reprenant une formule de 1360 de Grégoire Palamas. Il est d'ailleurs significatif que le chapitre 2 de ce livre s'intitule « Église et Nation », pour souligner qu'il existe « des valeurs qui ne sont pas inférieures aux droits de l'homme, tels la foi, la morale, le sacré et la patrie ».

En réalité, face aux conceptions des Églises chrétiennes occidentales, l'Église catholique comprise, l'Église orthodoxe est demeurée très ferme sur des valeurs ébréchées à l'Ouest : cela explique ses difficultés aujourd'hui avec le Conseil œcuménique des Églises, en particulier sur les questions de bioéthique abordées dans le chapitre 2[11].

À cet égard, on peut dire que l'Église orthodoxe défend une véritable civilisation orthodoxe. Quand le gouvernement russe condamne l'avortement ou les défilés homosexuels, il ne fait que reprendre à son compte les prescriptions de l'Église orthodoxe, même si l'ouvrage affirme le principe de non-ingérence dans les relations entre l'Église et l'État (chapitre 3[12]). En fait, l'Église orthodoxe, comme l'Église catholique, défend un certain ordre moral, mais, à la différence de l'Occident, elle est écoutée par l'État et soutenue par la grande majorité d'une population profondément marquée par les traditions qu'elles soient tsaristes ou soviétiques.

Le refus de l'Occident apparaît clairement dans le chapitre 16 des *Fondements de la doctrine sociale* consacrée aux relations internationales. L'Église se veut force de paix et estime que « les désaccords et les conflits qui en découlent doivent être résolus sur la base d'un dialogue ».

Mais « l'Église s'afflige lorsqu'une communauté historique est détruite ». Elle précise : « Le démantèlement d'un État multinational n'est justifiable que dans le cas où l'un de ses peuples est en position de discrimination évidente. » Le texte met les points sur les i en montrant que « la division de nombreux États d'Eurasie a entraîné un éclatement artificiel de peuples. [...] La tentative de créer des États mono-éthniques apparaît comme l'une des causes principales des conflits [...] qui ensanglantent l'Europe de l'Est ». L'allusion au Kosovo est claire.

On dira que l'Église ne fait que reprendre la position du Kremlin. Ce n'est pas évident – le patriarche de Moscou constate que si l'on a créé illégalement un patriarcat de Kiev (il n'est pas reconnu par le patriarche de Constantinople), plus de la moitié des paroisses orthodoxes d'Ukraine demeurent rattachées au patriarcat de Moscou. En réalité, celui-ci ne fait que constater le caractère d'État artificiel qu'est l'Ukraine. L'anti-occidentalisme de l'Église russe a plusieurs caractères. Elle considère comme fonda-

11. *Ibid*.
12. *Ibid*.

mental le lien entre elle et le peuple : ceux qui tentent de « catholiciser » le peuple russe sont des adversaires et cela remonte à la fin du XVe siècle quand on déposa et liquida le patriarche qui, à Florence, avait approuvé la réunification de l'Église.

Elle est de ce fait particulièrement hostile aux Polonais, catholiques « traîtres à la cause slave », disait Dostoïevski. Cet antipolonisme s'est accentué ces dernières années devant les initiatives occidentales et particulièrement polonaises en Ukraine. Cet antipolonisme va si loin que la nouvelle date de la fête nationale, pour remplacer la célébration de la révolution d'Octobre, est fixée au 4 novembre, date de la victoire du grand prince de Moscou sur les Polonais dont on refusait la suzeraineté parce que non catholiques.

Ce n'est pas seulement pour faire plaisir au Kremlin que la chaîne orthodoxe de télévision vient de déclarer : « L'Occident veut entraver la renaissance de la Russie. » Et la chaîne SPAS de mettre sur le même plan la politique de l'Otan, les menées de l'Union européenne en Ukraine et en Géorgie, les mœurs « abominables » du monde occidental soutenues par des églises chrétiennes !

Sans doute l'élection d'un nouveau patriarche en la personne du métropolite de Smolensk-Kraliningrand et le décès du pape polonais peuvent favoriser des rapprochements et des contacts entre Églises. Mais ne nous faisons pas trop d'illusions, ce sera long : ce n'est pas parce que le patriarche de Serbie invite Benoît XVI que les relations entre Moscou et Rome se réchaufferont. Le patriarche de Belgrade sait que la Serbie a besoin de l'Occident ! Et la création d'un séminaire russe en France va vraisemblablement contribuer à renforcer la mainmise du patriarcat de Moscou sur les communautés d'Occident.

Étant donné son impact sur la population qui, selon les sondages, lui accorde une très grande confiance, l'Église russe est une des forces politiques essentielles dans la Russie d'aujourd'hui, ce que les États occidentaux laïcisés sont incapables de prendre en compte. À certains égards, on peut se demander si l'Église russe, forte de sa puissance renaissante, n'apparaît pas comme un substitut de l'ancien parti communiste de l'Union soviétique. Pensons à deux images : Boris Eltsine présidant aux obsèques solennelles de Nicolas II (canonisé par l'Église orthodoxe) et la passation des pouvoirs entre les présidents Poutine et Medvedev, en présence du patriarche de toutes les Russies.

François-Georges DREYFUS

À propos de la démesure russe

par Georges Sokoloff

Le retard, mongoloïde, de la Russie explique sa méfiance à l'égard de la civilisation européenne. Raison de plus pour celle-ci de multiplier les efforts pour se rapprocher d'elle.

« La différence entre la Russie et l'Europe est-elle dans le degré ou dans le principe même de la civilisation ? » Le problème si bien posé par Anatole Leroy-Beaulieu reste d'actualité. En effet, le niveau de PIB par habitant en Russie reste inférieur de moitié à celui du couple franco-allemand. Voilà qui implique des possibilités, également réduites de moitié, en termes de niveau de vie, d'investissement et d'emploi dans des activités modernes, de recours à une fonction publique digne de ce nom. N'oublions pas non plus, grâce à Rostow et d'autres, que les « étapes de la croissance économique » sont aussi des paliers dans l'évolution politique. Autrement dit, la différence serait bien dans le « degré ». Et un rattrapage économique enfin réussi suffirait à l'éliminer progressivement.

Mais pourquoi les tentatives précédentes ont-elles échoué ? Le retard initial n'a rien de mystérieux. Il peut être attribué au « joug mongol » des années 1240-1480 qui a coupé la Russie d'une péninsule qui se ramassait pour son futur « grand bond en avant », alors que l'une et l'autre étaient sur un pied d'égalité au début du millénaire. Si le retard de la Russie a ensuite perduré, c'est parce que ses souverains successifs ont considéré que la seule parité internationale qui comptât vraiment à leurs yeux était une égale puissance des armes. Ils ont donc instauré dans leur pays un ensemble cohérent de « principes de gouvernement » qui lui permettrait d'« en imposer » (le mot est de Pouchkine) à l'étranger tout en restant nettement plus pauvre que ses rivaux. Parmi ces principes : un mode impératif d'allocation des ressources économiques visant à les concentrer en priorité sur le complexe militaire-industriel ; une société hautement inégalitaire ; un gouvernement despotique à l'intérieur, impérial vers l'extérieur ; une idéologie de l'« idée russe » prêtant au peuple des valeurs – le collectif prime l'individu, l'esprit prime l'argent, la Justice prime le droit formel – parfaitement en phase avec les préférences du pouvoir (sinon avec les aspirations réelles d'un corps social qui s'est révolté beaucoup plus souvent qu'on veut bien s'en souvenir). Un tel régime ne pouvait être accueillant pour l'esprit

d'entreprise (d'où la perpétuation du retard civil) ni paraître sympathique à des Occidentaux acquis, à partir du début du XIXe siècle, au libéralisme. L'option russe – ce qui est sublime, c'est le sacrifice du bonheur des gens à la grandeur de l'État – a bel et bien créé une différence « dans le principe même de la civilisation ».

L'Ancien Régime ainsi schématisé s'est étendu sur quatre siècles et demi, d'Ivan le Terrible à Gorbatchev, mais en donnant de gros signes de faiblesse entre la fin de la guerre de Crimée et le début de la Grande Guerre ; puis après la perestroïka, que l'on peut risquer à considérer comme point de départ d'un nouveau régime russe. Elle a, en effet, inauguré un quart de siècle de réformes inégales suivant les dirigeants qui les ont tour à tour inspirées, mais quand même fondamentales. Elles ont été modérées par le « bon sens » gorbatchévien, radicalisées sous Eltsine, « stabilisées » par Poutine dans le sens d'un régression indiscutable de la vie démocratique et de la liberté d'expression. Il reste néanmoins que le pouvoir politique russe tient désormais pour acquise l'économie de marché et maintient les dépenses militaires du pays à un niveau de sécurité, non d'agression. Tout en manifestant un « patriotisme » pointilleux, tout en montrant à quel point il a du mal à considérer l'empire comme perdu à jamais, le tandem Medvedev-Poutine a fait, nous semble-t-il, le choix de la civilisation contre la puissance à tout prix.

Il dispose à cet effet de l'atout inconstant dans sa valeur marchande (la crise récente l'a encore prouvé), mais physiquement irremplaçable pendant des décennies, que sont ses réserves de gaz naturel. L'exportation d'énergie vers l'Europe, les investissements de modernisation fournis en échange par cette dernière doivent être au cœur du « partenariat » décidé à Corfou le 24 juin 1994, mais qui n'a toujours pas reçu le contenu qui permette de l'appeler « stratégique ». Or, un tel contenu pourrait enfin amener une mise à niveau économique de la Russie et, au-delà, son arrimage géopolitique à une « très grande » Europe. Une hypothèse qui s'appuie au moins autant sur la normalité des Russes (elle est sensible à l'évolution de leurs valeurs, de leur comportement démographique, de leurs choix de vie) que sur le réformisme de leurs dirigeants. Car il faudra sans doute encore quelque temps à ces derniers pour qu'ils se résignent à rejoindre un ensemble paneuropéen qui serait en somme le cercle des empires disparus…

Georges SOKOLOFF

L'ARII organise une série de conférences sur la Russie jusqu'au milieu de l'été, 11, rue Nicolo – 75116 Paris.

La Russie, une très grande partie de l'Europe [1]

par Dmitri Rogozine

Une pensée russe, émouvante et clairvoyante. Que l'Europe écoute cette voix ! Elle oubliera alors ses querelles dépassées et s'ouvrira à l'avenir.

Russie-Europe véritable, Europe de toujours. Si ce propos peut sembler à certains trop direct, surprenant, voire dérangeant, croyez-moi, c'est en raison de l'ignorance que le public occidental a de la Russie et des Russes. Un exemple. Cela se passait aux États-Unis. Je me présente à un Américain et lui dis que je viens d'un des plus grands pays au monde. « De Belgique ? » me demande-t-il. J'en suis resté sans voix. Qu'ajouter après cela ? Bien sûr, si la Russie est si mal connue, c'est sans doute notre faute à tous. Et c'est pour cette raison que j'ai répondu favorablement à l'invitation qui m'était faite de donner ma vision du problème.

Une fausse opposition

Je ne comprends pas et je n'accepte pas l'opposition entre la Russie et l'Europe. Au début du XXe siècle, en Angleterre et en France, des débats très sérieux avaient lieu sur le fait de savoir si les Allemands étaient véritablement européens. Quant aux Slaves, les considérer comme des peuples européens était alors tout simplement impensable. Or, au début du XXIe siècle, l'Union européenne et l'Otan ont accepté en leur sein des pays de l'Europe de l'Est et des pays baltes. Comment, en cent ans, les critères d'appartenance à la civilisation européenne ont-ils pu changer à ce point ? Non, l'Europe est restée la même, malgré quelques changements. Mais elle a pris conscience d'une chose, certes avec un peu de retard : ses frontières dépassent celles de l'Europe occidentale. Et elle a dû admettre un fait évident : la Russie fait partie intégrante de la Grande Europe, non seulement du point de vue géographique, mais aussi du point de vue culturel, politique et économique. En un mot : l'Europe a deux capitales, Bruxelles et Moscou.

Effectivement, plus de la moitié du territoire de la Fédération de Russie se trouve en Asie. Mais la partie européenne de la Russie représente 42 % de l'ensemble du continent européen. Bien sûr, parmi les peuples de Russie, il y a des Asiatiques, mais les Russes représentent plus de 80 % de la population du pays.

1. Article traduit du russe par Oynisa Hasanova Bouanha et Béatrice Kalaydjian.

Pour moi, la question de l'appartenance de la Russie à l'Europe est celle de savoir si le peuple russe est un peuple européen. Et je réponds « oui » à cette question. Certes, les Russes ne ressemblent pas à leurs voisins scandinaves ou baltes ni aux Slaves de l'Ouest. Mais les Français sont différents des Allemands, et ces derniers se distinguent des Italiens, qui ne ressemblent pas aux Anglais. L'Europe est un mélange étonnant de cultures, de langues et de mentalités qui englobe les cultures germanique, slave et latine. Et la Russie occupe une place particulière, la sienne, dans cet espace, au même titre que les autres grandes nations européennes.

La Russie, je le répète, a toujours fait partie intégrante de l'histoire politique de l'Europe, de la civilisation européenne. Et, si l'Occident a été le porte-parole de la culture latine, de Rome, la Russie a, elle, perpétué l'héritage de Byzance. De plus, l'Europe et la Russie sont unies autant par un passé que par un futur communs. Sans la Russie, l'Europe ne peut régler aucun grand problème international. La Russie est une « réserve », son sous-sol contient tous les éléments du tableau de Mendeleïev, l'Europe ne détient pas de telles ressources. La Russie a des ressources énergétiques en surplus, elle possède d'énormes réserves d'eau dont la valeur augmente ces derniers temps. Enfin, la Russie est à elle seule un vaste territoire, un marché potentiel.

Mais la Russie aussi ne peut pas vivre sans l'Europe. Une séparation politique artificielle est apparue au XXe siècle. À l'époque de la domination communiste, elle a été profonde, surtout après la Deuxième Guerre mondiale. Les clivages nés de cette époque en Europe démangent encore comme d'anciennes blessures. Mais le plus important n'est pas là. La Russie, et seule la Russie, peut aider l'Europe à devenir un acteur mondial indépendant. J'insiste : « vraiment » indépendant. Parce que, jusqu'à présent, sur aucun sujet important, nous n'avons observé de position propre à la Communauté européenne. Toutefois, il est évident que dans un contexte de recul de l'organisation unipolaire du monde, l'Union européenne sera amenée de plus en plus souvent à se démarquer des États-Unis sur certaines questions. La sagesse et l'expérience ont déjà poussé la France et l'Allemagne, ennemis hier encore irréconciliables et désormais alliés au sein de l'Otan et de la Communauté européenne, à s'opposer aux USA, aux côtés de la Russie et d'autres acteurs internationaux, sur la question de la guerre en Irak. De tels exemples vont se multiplier.

Que l'Europe aussi fasse un rêve !

Aujourd'hui, le principal danger pour la civilisation européenne commune n'est pas l'impérialisme des États-Unis ni les pesanteurs de la « guerre froide », mais bien l'érosion de l'identité européenne, en raison tout d'abord des évolutions démographiques à l'œuvre dans les pays de l'Ouest. La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les pays européens témoigne de l'incompréhension de ce à quoi ces processus peuvent conduire et révèle une grande naïveté quant aux conséquences inévitables de l'ouverture de cette « boîte de Pandore ». Il suffit de jeter un regard aux chiffres du rapport du centre de recherche Pew, *Mapping the Global Muslim*

Population[2], rapport dont on a beaucoup parlé, et on comprend devant quels défis se trouve le continent, et sa civilisation.

L'expérience d'une Russie multiconfessionnelle où vivent côte à côte les représentants de différentes cultures, de diverses croyances, sous la domination avérée de la culture européenne, russe, sera précieuse pour sauver l'Europe.

Depuis Martin Luther King, raconter ses rêves est devenu à la mode. Moi aussi, j'ai fait un rêve. Plus précisément, j'ai imaginé un « orchestre » idéal où la Russie et les pays de la Communauté européenne joueraient ensemble. Cette union était très intégrée, très étroite, commune pour répondre à un certain nombre de questions, comme celles de l'énergie, des droits de l'homme, des libertés démocratiques, et elle constituait le plus important système de sécurité collective à nos frontières extérieures. Et c'est ainsi que doit être la véritable Europe, de l'Atlantique au Pacifique. Malheureusement, la réalité est bien différente, mais nous œuvrons pour que ce beau conte se réalise un jour. C'est dans cette perspective qu'ont été lancées les initiatives russes, comme le projet de nouvelle convention sur la sécurité européenne (CSCE) et le recensement collectif des menaces et défis du XXIe siècle, communs à la Russie et à l'Otan. Le destin de l'Europe et du monde dépend du devenir de ces initiatives[3].

Dmitri ROGOZINE

« L'humanité dans son ensemble est le véritable individu humain. Les êtres particuliers ne peuvent être joyeux et heureux que s'ils ont le courage de se sentir comme la partie d'un tout. »

Goethe, *Poésie et Vérité*

2. http://pewforum.org/newassets/images/reports/Muslimpopulation/Muslimpopulation.pdf
3. Comme lecture complémentaire sur ce sujet si controversé, nous recommandons la lecture de l'article de Dmitri Rogozine publié dans le journal *European Voice* (Juin 2009), intitulé, en référence à l'épisode mythologique, « Le nouvel enlèvement d'Europe » (http://natomission.ru/en/society/article/society/artbews/42/).

Les nouveaux projets russes pour la sécurité européenne

Interview de Philippe Moreau Defarges

Le souvenir de l'impérialisme soviétique laisse méfiants ceux qui pensent qu'il s'agit d'un réflexe profond chez les tenants du pouvoir à Moscou. N'est-ce pas jeter la cognée après le manche ?

***France Forum* – Quelles sont les nouvelles constructions et les nouvelles propositions avancées par le président Medvedev pour la sécurité européenne ?**

Philippe Moreau Defarges – Le 29 novembre 2009, le président de la Russie, Dmitri Medvedev, propose aux cinquante-six États de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) la conclusion d'un traité sur la sécurité européenne. Selon les articles 3 à 6, tout État partie au traité devra saisir ses partenaires de toute mesure ou de tout accord qu'il envisagerait et qui serait susceptible d'affecter leur sécurité. Cette consultation mettra en branle une procédure complexe (échanges de vue entre les parties, conférence des parties et même éventuellement conférence extraordinaire) garantissant que les dispositions envisagées ne portent en aucune manière atteinte à la sécurité de toutes les parties. Les articles 7 et 8 renforcent le dispositif en instaurant une authentique obligation d'assistance mutuelle, analogue à celle du célèbre article 5 du Pacte atlantique de 1949 : toute attaque armée contre l'une des parties sera considérée par les autres parties comme une agression contre elles-mêmes. Enfin, le projet, de manière classique, précise qu'il n'affecte en rien les traités existants (notamment la charte des Nations unies).

***France Forum* – Quels sont leurs objectifs ?**

Philippe Moreau Defarges – La diplomatie des États, même (ou surtout) de ceux vivant des ruptures historiques, se révèle d'une surprenante permanence. Avec ce projet de traité, la Russie de Medvedev se met dans les pas de l'Union soviétique. Du plan Molotov en 1955 à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) dans les années 1970, l'URSS aime avancer d'ambitieux schémas de sécurité collective pour l'Europe, avec une double priorité : 1) obtenir du camp occidental la reconnaissance absolue, irréversible d'acquis (notamment les modifications des frontières réalisées à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale) ; 2) faire

établir un droit de regard de tous sur tous ou plus exactement assurer à la patrie du socialisme une capacité de surveillance et même de blocage sur toute mesure de sécurité européenne.

Autre signe de continuité : l'initiative soviétique ou russe se produit toujours après que l'ours de l'est ait brutalement violé le droit international. En 1969, la relance de l'idée de la CSCE intervient juste à la suite de la répression par les chars du printemps de Prague (août 1968). Le plan Medvedev, lui, est esquissé dès l'automne 2008 (rencontre Medvedev-Sarkozy à Évian, dans le cadre de la WPC – *World Policy Conference*, IFRI), soit au lendemain du dépeçage de la Géorgie, avec les indépendances unitalérales de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. L'ours est rassasié de miel, mais, c'est promis, il ne le refera plus ; ne préconise-t-il pas un cadre collectif qui le ligotera, ainsi que les autres États européens ? La démarche est toujours la même : consécration du nouveau statu quo ; instauration d'un carcan général permettant d'entraver les autres.

Pour la Russie, hantée par les ratages de son histoire, ce qui importe, c'est de tenir son rang et d'être respectée (ici, comment ne pas penser à la France ?). En triomphant de la Géorgie, la Russie a montré sa force ou du moins s'en persuade-t-elle… De même, la Russie sait que la force ne suffit pas, il est essentiel d'avoir la consécration du droit. Le traité Medvedev, signé et ratifié par les États de l'OSCE, présenterait deux avantages : être d'apparence démocratique, tous les États parties étant en principe égaux ; fournir à la Russie ce que l'URSS n'est jamais parvenue à acquérir : un droit de veto sur toute mesure de sécurité européenne.

***France Forum* – Quelles en seraient les conséquences pour l'Europe et l'Alliance atlantique ?**

Philippe Moreau Defarges – L'adoption, la ratification du traité Medvedev soumettraient à l'accord de Moscou, par exemple, tout élargissement de l'Alliance atlantique ou même de l'Union européenne. Mais les interventions de la Russie dans le Caucase ou éventuellement contre l'Ukraine ne subiraient-elles pas les mêmes contraintes ? Peut-être… Mais la Russie n'est, semble-t-il, pas prête à renoncer à deux des piliers de sa politique extérieure : attachement sourcilleux à sa souveraineté (pour le moment, le Caucase Nord fait partie de la république de Russie… et le Caucase Sud, contigu, est si proche) ; le droit de légitime défense. Durant l'été 2008, la Géorgie, du fait de son président, se retrouve revêtue du manteau de l'agresseur, la malheureuse Russie, comme le loup de la fable « maltraité » par l'agneau, ne fait que se défendre !

***France Forum* – Quelles devraient être nos réponses à ces propositions ?**

Philippe Moreau Defarges – Le rejet pur et simple du traité Medvedev renforcerait la Russie et d'abord les milieux nationalistes dans leur conviction que l'Occident demeure obstinément fidèle à sa haine de la Russie. Toujours l'humilier,

la priver de sa grandeur et de sa puissance !

L'option la plus ambitieuse consisterait à renouer avec la stratégie occidentale lors de la CSCE (1973-1975) : réclamer un traité plus large, incluant des règles en matière de respect des droits de l'homme (tout État partie aurait le droit d'enclencher les mécanismes du traité à l'encontre de tout autre État partie, dans le cas où ce dernier se comporterait mal dans le domaine des libertés fondamentales)… Dans les années 1970 et 1980, cette stratégie a incontestablement aidé les dissidents d'Europe de l'Est et contribué à la chute de l'empire soviétique. Mais la Russie des années 2000 n'est pas l'URSS de Brejnev, et l'Occident des années 2000 n'a plus du tout la prééminence de celui de l'antagonisme Est-Ouest.

Alors traîner les pieds ? Il y a tant d'autres questions bien plus importantes, des nouveaux équilibres géopolitiques au défi écologique.

***Philippe MOREAU DEFARGES* - FRANCE FORUM**

« Il faut qu'il y ait une proportion entre l'État créancier et l'État débiteur. L'État peut être créancier à l'infini, mais il ne peut être débiteur qu'à un certain degré ; et quand on est parvenu à passer ce degré, le titre de créancier s'évanouit. »

Montesquieu, *L'Esprit de lois*, livre IV.

Après la guerre en Géorgie

par Jean-Pierre Prévost

Les médias dans la guerre entre la Russie et la Géorgie ont pris trop fortement le parti de cette dernière. N'était-ce pas en raison de préjugés télécommandés, destinés à empêcher le rapprochement entre la Russie et l'Europe ?

Il est étonnant, plus de dix-huit mois après la guerre éclair en Géorgie (8-13 août 2008), de voir à quel point la situation dans cette région du Sud-Caucase, l'ancienne Transcaucasie soviétique, demeure encore mal connue et donne lieu à des spéculations hasardeuses. N'a-t-on d'ailleurs pas vu récemment un éminent intellectuel, Jean-Pierre Le Goff[1], confondre Balkans et Caucase ?

Coincés au Nord par la barrière montagneuse du Caucase qui culmine à plus de 5 000 mètres, qui la sépare de la Russie, la mer Caspienne à l'Est, l'Iran au Sud et la Turquie à l'Ouest, les États de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan peuvent être considérés comme trois frères ennemis, les Arméniens occupant d'ailleurs encore plus de 20 % du territoire de son voisin azéri musulman depuis 1994, date de la fin du conflit du Haut-Karabakh, en attendant un règlement définitif, les frontières de ces trois États étant toujours provisoires (sauf avec la Turquie). Qu'ont-ils en effet de commun, sinon d'être des démocraties autoritaires et corrompues, pratiquant volontiers le nettoyage ethnique, et d'avoir été labourés depuis plus de quinze siècles par leurs puissants voisins[2] et finalement absorbés par la Russie devenue l'URSS pendant deux siècles ? Une épreuve dont il leur est difficile de se remettre !

L'effondrement de l'Empire soviétique a en effet permis à ces pays, comme les États baltes qui eux aussi avaient connu une brève période d'indépendance après la Première Guerre mondiale, de retrouver leur autonomie, cependant de manière très fragile, faute de s'entendre, mais surtout car il se trouvent en bordure des énormes champs pétroliers des États riverains de la mer Caspienne.

Tragédie géorgienne

Avec un peu de recul, on sait mieux aujourd'hui comment a éclaté le conflit russo-géorgien. Contrairement à ce qu'avait prétendu le président Saakchvili et ce qu'ont cru et continuent de croire de nombreux commentateurs occidentaux, c'est bien lui,

1. *Regards sur la crise*, enquête d'Antoine Mercier, Hermann/France Culture, 2009. Dix-huit entretiens diffusés sur France Culture, puis retranscrits, et corrigés !
2. Voir « De retour d'Arménie », *France Forum,* n° 33, mars 2009.

et lui seul, qui est entièrement responsable de ce conflit. Il l'a volontairement déclenché, pour avoir voulu répondre cette fois-ci aux provocations russes (de banals incidents de frontières), avec le fol espoir, malgré les mises en garde répétées des Américains, que les États-unis et pourquoi pas les autres pays du Pacte atlantique – dont il croyait son pays bientôt membre, espoir définitivement envolé désormais – viendraient à son secours.

Deux livres récents permettent de mieux comprendre comment cette tragédie a pu être engagée, celui de Pierre Razoux, *Histoire de la Géorgie, la clé du Caucase*[3], et celui de Salomé Zourabichvili, *La Tragédie géorgienne, 2003-2008*[4], dont les jugements des deux auteurs convergent.

Pierre Razoux est historien et responsable de recherches au Collège de défense de l'Otan à Rome. Il a séjourné à plusieurs reprises dans cette partie du monde et dispose bien sûr de la documentation de l'Organisation atlantique, même s'il s'exprime à titre personnel. Il narre la tragique histoire de ce peuple de guerriers de religion chrétienne qui, abandonné par l'Occident, continuellement ballotté « entre le marteau perse et l'enclume ottomane », pour échapper à une domination musulmane, a fait appel à Catherine II, plaçant son pays en 1783 sous la « protection » de la Russie qui bien vite l'annexa. Ce qui allait permettre plus tard à Tolstoï d'y aller puiser son inspiration !

Depuis cette époque, révoltes et répressions se succédèrent, tentatives de dépeçage aussi, facilitées par la cohabitation difficile avec des minorités aux langues différentes et de religion musulmane, en Abkhazie, en Adjarie, le long de la mer Noire et en Ossétie du Sud. Dernier en date parmi les oppresseurs, Khrouchtchev ne tenta-t-il pas d'interdire la langue géorgienne et d'imposer le russe ? En vain…

Le livre très documenté de Pierre Razoux s'accompagne de cartes – dont celle du dernier conflit, montrant la position de troupes russes pratiquement arrivées aux portes de la capitale, Tbilissi, à la veille du cessez-le-feu, mais qui se gardèrent bien de s'attaquer aux œuvres vives du pays, se bornant à détruire ses installations militaires – et d'une chronologie détaillée qui, à elle seule, permet de mieux comprendre la sécession des deux régions encouragée par Moscou.

Salomé Zourabichvili, pour sa part, a connu un destin hors pair, tour à tour témoin et actrice des événements les plus récents. Descendante d'émigrés géorgiens ayant quitté leur pays en 1921 lors de la prise du pouvoir par les bolcheviques, diplomate française, elle est nommée ambassadrice de notre pays au moment même où éclate dans la capitale géorgienne la révolution des Roses, le 23 novembre 2003, marquant le départ du vieil apparatchik Chevardnadzé, l'arrivée du nouveau président et le début d'une folle espérance, progressivement déçu mais qui lui vaut une aventure sans pareille.

3. Perrin, 2009.
4. Grasset, 2009.

Le nouveau président lui demande en effet de devenir ministre des Affaires étrangères, ce qu'elle accepte avec les encouragements de Jacques Chirac, en mars 2004, Dominique de Villepin, « son ami », étant alors au Quai d'Orsay. Elle sera finalement évincée et, semble-t-il, soulagée, en octobre 2005.

Aujourd'hui, définitivement installée en Géorgie, dont elle a repris la nationalité, devenant l'un des leaders de l'opposition, elle livre son témoignage et révèle notamment dans quelles circonstances le président Saakachvili joua la carte du conflit armé à un moment où sa popularité était tombée au plus bas, ayant déçu les espoirs de ceux qui en attendaient une véritable démocratisation du pays.

Aucun doute, d'après elle, sur l'origine du conflit : « La version d'une agression russe, écrit-elle, à laquelle la Géorgie n'aurait fait que répondre, que le président géorgien mettra en avant trop tard et maladroitement, ne résiste pas à l'épreuve des faits. » Le jugement est sans appel et Salomé Zourabichvili est d'autant plus furieuse qu'elle avait obtenu, lorsqu'elle était ministre, l'évacuation des bases militaires russes et la reprise du contrôle de l'Adjarie, puis avait assisté impuissante aux multiples initiatives belliqueuses du président à l'encontre des deux régions irrédentistes.

Les intentions de la Russie

Que veut donc exactement la Russie dans le Caucase du Sud dont elle a perdu au moins partiellement le contrôle ? Toute la question est là et il serait imprudent de chercher à y répondre de manière trop catégorique.

Les Russes savent que ces peuples jadis opprimés ne supporteraient plus de l'être. Même si leurs dirigeants ont été pour la plupart formés à Moscou, même s'ils contrôlent de larges secteurs de l'économie (par le biais des privatisations, les Russes ont réussi à s'emparer de pans entiers de l'économie au détriment d'entreprises européennes, Veolia en sait quelque chose…), il serait bien téméraire de leur part de vouloir les occuper de nouveau. D'où un balancement entre volonté de puissance et tentative de conciliation, ainsi que l'analyse très finement Salomé Zourabichvili : « Cette hésitation entre la volonté de puissance et la tentation de la conciliation me paraît symptomatique de quelque chose de plus profond, d'existentiel. C'est la nature de la Russie, toujours partagée entre, d'un côté, la velléité de changer dans son rapport avec le monde extérieur et de se normaliser et, de l'autre, l'irrésistible force de ses "bouffées impériales" auxquelles, jusqu'à présent, elle n'a pas démontré pouvoir résister plus que de façon très éphémère. »

De ce point de vue, la déclaration unilatérale d'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (qui n'a aucune envie de fusionner avec l'Ossétie du Nord, territoire russe peuplé différemment) ne permet pas de trancher la question surtout si l'on reconnaît que l'indépendance du Kosovo a créé un précédent en matière d'atteinte portée à l'intégrité territoriale d'un État souverain.

Ces deux nouveaux États, non reconnus par la communauté internationale, étaient en fait séparés de la Géorgie et satellisés par la Russie depuis de longues années.

Autonomes depuis 1936, ils étaient parvenus à chasser les géorgiens de leurs territoires au prix de conflits parfois violents. Il suffit de consulter la chronologie établie par Pierre Razoux pour le vérifier. Les tentatives de récupération par la Géorgie ayant toutes échoué depuis 1990 : en 1992, l'Ossétie du Sud demande son rattachement à la Russie ; en 1993, les Abkhazes achèvent la reconquête de leur territoire, un cessez-le-feu en leur faveur étant signé le 1er décembre. La Constitution géorgienne reconnaît d'ailleurs l'autonomie de cette région dont la plupart des habitants détiennent désormais un passeport russe. En 1998, pourtant, nouvelle tentative géorgienne, qui échoue elle aussi, de même en 2001 et en 2002.

Si l'on ajoute à cela que Sotchi, où doivent se dérouler les prochains Jeux olympiques d'hiver auxquels Poutine, grand sportif, tient tant, est voisine de la frontière abkhaze. On comprend que les Russes aient saisi l'occasion de libérer cette région de toute emprise géorgienne.

Quant à l'Ossétie du Sud, il n'est pas impossible que la Russie et la Géorgie s'entendent un jour sur un partage à la chypriote. C'est du moins ce qu'envisage Salomé Zourabichvili, les Russes n'ayant aucun désir de demeurer dans cette région très pauvre et qui leur coûte cher, une fois préservés leurs intérêts stratégiques.

L'émotion occidentale, largement manipulée et téléguidée, paraît dans ces conditions très exagérée. L'ogre russe, cette fois-ci – mais n'a-t-il pas perdu ses griffes ? –, est certainement moins responsable de ce conflit que le moustique géorgien. D'ailleurs faut-il encore redouter un expansionnisme russe ? C'est, à mon sens, ne pas comprendre que la Russie – coincée entre une Europe dont on peut critiquer les velléités mais dont la cohésion est réelle et le poids économique six ou sept fois supérieur au sien et une Chine future première puissance économique mondiale –, une Russie vieillissante qui voit partir ses éléments les plus dynamiques et qui ne tire sa richesse que de l'exploitation de ses ressources minières, sans dynamisme industriel, technologique et scientifique, tout juste capable d'impressionner en ridiculisant l'armée de pacotille d'un autocrate géorgien, n'a d'autre destin que de rallier un jour l'Europe – et le Caucase en bénéficiera. Cette Europe « de l'Atlantique à l'Oural » dont rêvait déjà le général de Gaulle.

Jean-Pierre PRÉVOST

« Nous devons bâtir une Russie *morale* – ou alors ne pas en bâtir du tout, peu importe à ce moment-là. Toutes les bonnes graines qui, par miracle, n'ont pas été encore piétinées, nous devons les recueillir et les faire pousser. (L'église orthodoxe nous y aidera-t-elle ? C'est elle qui a subi le plus de ravages durant les années de communisme. [..]) »

Alexandre Soljenitsyne, *Le « problème russe » à la fin du XXe siècle*

Mémorial : la lutte pour la vérité

Par Hélène Kaplan

Ceux qui doutent de la vigueur de l'esprit démocratique en Russie liront avec sympathie la description de l'association Mémorial. Peut-être aussi avec surprise !

En 1987, aux débuts de la « perestroïka » – un mouvement qui allait aboutir au changement de régime en URSS – s'est réuni un groupe d'hommes, d'âges variés, dont le désir commun était de reconstituer la mémoire des répressions de la période soviétique. Jusqu'alors, l'existence même de ces répressions, qui avaient fait des millions de victimes, avait été occultée. Le projet initial du groupe était d'ériger un mémorial à la mémoire de ces victimes. Mais il devint aussitôt évident qu'un seul monument ne suffirait pas, qu'il en fallait des milliers et même plus. En même temps, il devint encore plus évident qu'il fallait se dépêcher de réunir un maximum d'informations sur ces millions des victimes car ces informations allaient bientôt disparaître. Il fallait aussi créer des structures pour la conservation de ces informations : des archives, des bibliothèques, des musées. Il était urgent aussi d'aider les survivants, de défendre leurs intérêts qui n'avaient jamais été pris en compte. Et enfin se posait une question essentielle : que faire pour que cette horreur ne se reproduise pas ?

Les anciens dissidents, qui avaient milité pour la défense des droits de l'homme sous le régime soviétique, jouèrent un rôle important dans la création du mouvement, qui aboutit à la fondation d'une association non gouvernementale qui portait aujourd'hui le nom de Mémorial Association Internationale (Histoire et mémoire des répressions, droits de l'homme et solidarité). L'association fut enregistrée officiellement en 1989 avec l'aide du physicien Andrei Sakharov (prix Nobel de la Paix 1975) qui devint son premier président d'honneur.

Au cours de la perestroïka et dans les années qui suivirent, différentes sections se formèrent spontanément et simultanément sur l'ensemble du vaste territoire de la Fédération de Russie et dans plusieurs autres pays. Elles se consacrèrent en premier lieu à collecter et à rassembler le plus grand nombre possible de témoignages, d'archives et de documents en recherchant les lieux des camps où étaient détenus les prisonniers, les noms des victimes, les différents cimetières et charniers ainsi que toute information existante sur le fonctionnement du goulag ou de l'appareil répressif soviétique en général. Ils publièrent des recueils de ces documents et archives, des « Livres du souvenir » (listes et recueils de

brèves biographies de victimes) par régions, des témoignages collectifs et isolés. Dans les locaux du Mémorial de Moscou, de Saint-Pétersbourg et de plusieurs autres villes, des *centres d'information et de sensibilisation* furent organisés, mettant à la disposition du public les archives des victimes, leurs souvenirs, des documents sur les prisons, les camps et les organes de répression. À cela s'ajoutent, à Moscou en particulier, une bibliothèque qui contient tout ce qui a été publié en Russie et ailleurs sur les répressions, et des musées dans plusieurs endroits, qui abritent des objets d'art et de la vie quotidienne réalisés dans les camps par les détenus.

Les résultats de cette activité dépassèrent toute attente. Un seul chiffre suffit pour montrer l'ampleur du travail accompli : celui du nombre des victimes retrouvées. En 2007, 2 614 978 noms de victimes ont été enregistrés et publiés sur disque avec commentaires. Depuis, ce nombre des victimes, dont on a retrouvé les traces, a continué à croître.

L'autre volet de l'activité a été l'aide aux victimes, qui a consisté plus particulièrement à aider les associations d'anciennes victimes dans différentes régions de la Russie après la perestroïka. Il s'agissait en premier lieu de rétablir les droits civiques que des centaines de milliers d'hommes et femmes avaient perdus. Le Mémorial a réussi à faire voter la loi « sur la réhabilitation des victimes des répressions politiques ». Il a aussi à son actif beaucoup de réalisations dans le domaine social, notamment en ce qui concerne les aides médicales et les aides matérielles accordées aux victimes.

L'éducation de la jeunesse a occupé, et occupe, elle aussi, une grande place dans l'activité de Mémorial. Ce dernier organise régulièrement des discussions destinées aux écoliers et aux étudiants, des programmes éducatifs. Le plus important parmi ces programmes est le concours de recherches historiques pour les lycéens de la Fédération de Russie, dont les thèmes sont : la personne et l'Histoire, la Russie au XXe siècle. L'objectif de cette action est « d'aider la jeunesse à prendre conscience du passé de son pays comme faisant partie de sa propre existence ». En menant des recherches concrètes dans le domaine de l'histoire régionale, les lycéens apprennent ce que fut la vie de leurs parents qui, elle aussi, a été occultée. Plusieurs milliers de lycéens ont déjà participé à ce concours.

La collecte et la préservation de la mémoire du passé ont conduit les membres de Mémorial à étudier les leçons à tirer de ce passé tragique, et à détecter dans le présent les séquelles du passé. Mémorial a étudié les mécanismes de la terreur, sa logique, son idéologie.

Aujourd'hui, le rôle de Mémorial dépasse celui d'une institution culturelle vouée à la connaissance de l'Histoire. C'est aussi une institution culturelle qui se consacre au développement de la conscience civique dans la société. Pour cela, il organise régulièrement des séminaires, des conférences, des tables rondes, auxquels il invite des historiens, des juristes, des militants des droits de l'homme, les collaborateurs des organes gouvernementaux de justice et de police. Il conduit aussi des émissions à la radio et à la télévision.

Le Mémorial a sa propre maison d'édition et publie ses livres, ses journaux, ses revues. Il a créé son important site Internet[1].

Mémorial suit attentivement les processus qui se déroulent dans le pays : les élections, le comportement de la milice, les lieux d'emprisonnement, la condition des réfugiés. Il consacre une grande partie de son activité à la défense des droits de l'homme sur le territoire russe – le droit à l'information en premier lieu, la défense des droits de l'homme en général, notamment dans les zones de conflit armé. Cette dernière activité est encore dangereuse et a malheureusement entraîné les assassinats de plusieurs collaborateurs de Mémorial, notamment ceux travaillant en Tchétchénie.

Mais le combat pour les droits de l'homme est aussi un combat pour la démocratie. Dans ce domaine, comme dans celui de l'Histoire, les réalisations de Mémorial ont été qualifiées par des spécialistes des « plus belles réalisations dans la Russie d'aujourd'hui ».

Aujourd'hui, Mémorial apparaît comme le gardien de la bonne marche de l'évolution vers la stabilisation de l'État de droit en Russie. Dans un pays bouleversé par près de soixante-dix ans de dictature totalitaire, les partis politiques ont encore du mal à se stabiliser et à servir de balancier dans la politique. Mémorial n'est pas un parti, mais il réunit autour de lui, par son action, les idées et les points de vue concernant l'interprétation des problèmes généraux importants, comme la mémoire nationale, la terreur stalinienne et la mémoire du stalinisme. Il prend officiellement des positions sur des faits concrets, présentant des dangers pour l'avenir, en indiquant des attitudes à suivre. Et de nombreux signes montrent qu'il est souvent entendu. À la fin du mois de février 2010, devant la menace de faire réapparaître des portraits de Staline sur les murs de Moscou le jour de la victoire du 9 mai, il proteste et se propose d'installer partout dans la capitale des stands avec une documentation détaillée sur les erreurs militaires et les crimes de Staline. Quelques jours après cette protestation officielle, un sondage réalisé dans les rues de Moscou ne signalait plus que 12 % d'interrogés favorables au maintien de ces portraits !

Au cours de ses vingt ans d'existence, Mémorial a reçu pour son activité plusieurs prix internationaux décernés par l'Allemagne, l'Autriche, les États-unis, l'Europe (Commission européenne, Parlement européen), la France, l'Italie, les Nations unies (HCDH, HCRP), la Pologne, la Russie (prix Soljenitsyne), la Suède, la Suisse. Le dernier en date est le prix Sakharov pour la liberté de penser, attribué par le Parlement européen en juillet 2009.

Hélène KAPLAN

1. http://www.memo.ru
On trouvera sur ce site une description très détaillée des différentes activités de Mémorial, ainsi que les textes de ses différentes interventions au jour le jour. Le texte russe est accompagné d'une présentation en anglais et en allemand ; la traduction française est en cours. En Italie l'association Mémorial Italia (http://www.memorialitalia.it) se consacre depuis plusieurs années au soutien de Mémorial en Russie. On trouvera sur son site, très riche et varié, des informations et des articles sur l'activité de ce dernier et la mémoire en Russie.
Cf. aussi le blog de l'Association de amis de Mémorial en France (http://www.aamfaamf.yahoo.fr), où on trouvera désormais, en français, des informations courantes sur l'activité de Mémorial ainsi que des textes traduits de celui-ci. AAMF vient de publier la traduction en français de quelques récentes déclarations de Mémorial. On peut les obtenir en écrivant à amfamf@yahoo.fr

Union européenne-Russie : pour un partenariat stratégique

par Yves Pozzo di Borgo

Trop de malentendus subsistent avec la Russie. Pour les dissiper, un nouvel élan est nécessaire, en vue d'établir un partenariat stratégique, prélude à une coopération active entre la Russie et l'Union européenne.

Alors que vient d'être lancée l'année croisée France-Russie 2010, qui devrait se traduire par de nombreuses manifestations politiques, culturelles et économiques en France et en Russie célébrant l'amitié franco-russe, l'Union européenne semble singulièrement absente de ces festivités.

La Russie, forte de 145 millions d'habitants, d'une économie en pleine croissance, principal fournisseur d'énergie de l'Europe et acteur stratégique majeur sur la scène internationale, représente pourtant pour l'Union européenne son plus grand voisin et un partenaire incontournable.

Or, malgré les grands espoirs suscités au lendemain de la chute du rideau de fer, on assiste aujourd'hui à un certain désenchantement dans les relations entre l'Union européenne et la Russie. La démocratie et les droits de l'homme, les crises du gaz avec l'Ukraine et la Biélorussie, la guerre russo-géorgienne de l'été 2008 : autant de sujets qui illustrent les fortes tensions actuelles. Alors que l'Union européenne et la Russie négocient un nouvel accord de partenariat, il paraît nécessaire de s'interroger sur l'état et l'avenir de leurs relations.

Un cadre institutionnel dépassé

Les relations entre l'Union européenne et la Russie reposent actuellement sur un accord de partenariat et de coopération, signé en 1994 et entré en vigueur en 1997, pour une période initiale de dix ans. Si cet accord a permis certains progrès, notamment en matière commerciale, son bilan apparaît toutefois mitigé. Surtout, depuis 1994, l'Union européenne et la Russie ont beaucoup évolué.

Après plus de deux ans de blocage, en raison du veto de la Pologne, les négociations sur l'élaboration d'un nouvel accord de partenariat ont enfin été lancées lors du sommet Union européenne-Russie de Khanty-Mansiik du 27 juin 2008, à la veille de la présidence française de l'Union européenne.

Toutefois, même si ces négociations ont été provisoirement reportées en raison du conflit russo-géorgien de l'été 2008 et qu'elles se poursuivent depuis, force est de constater que peu de progrès ont été accomplis à ce jour.

En mai 2003, l'Union européenne et la Russie se sont fixé pour objectif de réaliser à terme quatre « espaces communs » : un « espace économique », un « espace de liberté, de sécurité et de justice », un « espace de coopération dans le domaine de la sécurité extérieure » et un « espace de recherche, d'éducation et de culture ». Toutefois, malgré ces objectifs ambitieux, les réalisations concrètes sont restées limitées.

Les malentendus transeuropéens

La question de la démocratie et des droits de l'homme constitue l'un des sujets les plus difficiles dans les relations entre l'Union européenne et la Russie. L'accession au pouvoir de Vladimir Poutine s'est traduite par un net recul de la démocratie, du pluralisme des médias et des libertés individuelles. L'insistance de l'Union européenne sur les « valeurs communes » est toutefois très mal perçue par le gouvernement russe et elle suscite une relative indifférence dans l'opinion publique russe. Plutôt que d'adopter un discours purement incantatoire sur les droits de l'homme et la démocratie, il semble plus efficace pour l'Union européenne d'évoquer sans équivoque et avec fermeté ces questions, mais dans le cadre d'un véritable dialogue avec le gouvernement russe.

Le domaine de l'énergie

La Russie est le premier fournisseur de gaz naturel de l'Union européenne (avec 40 % des importations, soit 19 % de la consommation totale) et le deuxième fournisseur de pétrole (avec 20 % des importations et 16 % de la consommation totale). La dépendance énergétique à l'égard de la Russie varie cependant fortement entre les pays. Ainsi, la part du gaz russe est de 100 % dans les pays Baltes, 80 % en Pologne, 37 % en Allemagne et en Italie et 24 % en France. Cette dépendance énergétique de l'Union européenne par rapport à la Russie devrait fortement s'accroître dans les prochaines années. La Commission européenne estime que, d'ici vingt ou trente ans, 70 % des besoins énergétiques de l'Union européenne devront être assurés par les importations, contre 50 % aujourd'hui.

Les crises du gaz entre la Russie et l'Ukraine, puis avec la Biélorussie, ont suscité des interrogations sur la fiabilité de la Russie en tant que principal fournisseur d'énergie. L'ensemble des experts s'accorde à rejeter l'hypothèse d'un chantage énergétique, ne serait-ce que parce que la dépendance est réciproque. Si l'Union européenne dépend de son premier fournisseur, la Russie dépend aussi de son principal client. En revanche, il existe une réelle inquiétude sur la capacité de la Russie d'honorer ses engagements envers l'Union européenne en matière d'approvisionnement en hydrocarbures, compte tenu de la hausse de la consommation intérieure et du manque d'investissements.

Or, face à cette situation, il n'existe pas aujourd'hui de véritable politique européenne de l'énergie et l'Union européenne ne parvient pas à parler d'une seule voix à ses par-

tenaires extérieurs. En réalité, l'approche commune a montré ses limites et les relations en matière d'énergie sont restées fortement bilatérales. Le projet de gazoduc sous la mer Baltique entre l'Allemagne et la Russie en est l'illustration. Face à la volonté de la Russie de trouver d'autres débouchés, notamment en Asie, et de constituer un cartel des pays producteurs, une sorte d'OPEP du gaz, l'Union européenne devrait donc chercher à renforcer ses liens avec d'autres pays producteurs et encourager la construction d'autres voies, comme le gaz liquéfié ou encore le projet de gazoduc Nabucco. En définitive, la diversification des sources constitue la clé de la sécurité des approvisionnements et la meilleure stratégie pour l'Union européenne.

Vers un partenariat stratégique

La Russie est avant tout un État souverain, soucieux de défendre ses intérêts nationaux, qui n'hésite pas à adopter une attitude très dure, voire brutale, dans les relations internationales. De plus, contrairement aux années 1990 où elle paraissait affaiblie, la Russie se considère aujourd'hui, grâce à l'arme énergétique, en position de force par rapport à l'Union européenne. De son côté, l'Union européenne n'est pas un partenaire évident pour la Russie. Le système institutionnel européen est complexe, même avec le traité de Lisbonne, avec le président du Conseil européen, le président de la Commission européenne, le Haut Représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et la présidence tournante du Conseil. De plus, entre les États membres, on constate un fort clivage concernant les relations avec la Russie. En particulier, l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale a eu un impact important sur les relations avec la Russie. En effet, des pays comme la Pologne ou les pays Baltes n'ont pas la même histoire ni la même vision des relations avec la Russie. La Russie a très bien compris tout le parti qu'elle pouvait tirer de ces divisions entre les États membres. Elle a donc tendance à privilégier les relations bilatérales avec les « grands pays ». Face à la Russie, il est donc indispensable que l'Union européenne parle d'une seule voix.

La conclusion d'un nouvel accord, qui remplacerait l'actuel accord de partenariat et de coopération, permettrait de donner un nouvel élan aux relations entre l'Union européenne et la Russie. Ce nouvel accord, qui pourrait s'intituler « partenariat privilégié » ou « partenariat renforcé », devrait prévoir un renforcement du dialogue politique et de la coopération dans certains domaines, comme l'énergie ou la politique étrangère et la défense.

Parallèlement, l'Union européenne et la Russie devraient poursuivre la mise en œuvre des quatre « espaces communs ».

Les relations économiques pourraient encore être fortement développées. L'Union européenne devrait soutenir l'accession de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce. Cette intégration devrait constituer, en effet, une forte incitation pour la Russie à engager les réformes économiques nécessaires, notamment pour faciliter les investisse-

ments étrangers. Elle pourrait ouvrir la voie à la création d'une zone de libre échange entre l'Union européenne et la Russie.

La suppression de l'obligation de visa constitue une forte attente des citoyens russes et une priorité de leur gouvernement. Il faut savoir que la Russie représente aujourd'hui, pour la France, le premier pays en matière de demandes de visas. Or, le risque migratoire en provenance de la Russie paraît limité. Dès lors, pourquoi ne pas envisager de supprimer l'obligation de visa entre l'Union européenne et la Russie ? Cette mesure constituerait un signal fort en direction de la Russie et favoriserait les échanges entre les citoyens. Dans le même temps, la coopération en matière de lutte contre l'immigration clandestine, le terrorisme et la criminalité organisée devrait être renforcée.

Si l'Union européenne veut jouer un rôle accru sur la scène internationale, il est indispensable de renforcer les liens avec la Russie. En sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie représente, en effet, un partenaire privilégié en matière de politique étrangère. De même, en matière de défense, ne pourrait-on pas envisager de réunir périodiquement une sorte de conseil Union européenne-Russie, sur le modèle du Conseil Otan-Russie, et de lancer des opérations extérieures communes, par exemple en Afrique ou dans les Balkans ?

La coopération dans le domaine de la culture et de l'éducation constitue un vecteur important de rapprochement entre les peuples. Or, l'Union européenne ne s'est guère donné jusqu'à présent les moyens de mener une action ambitieuse dans ces domaines. Ainsi, une centaine d'étudiants russes seulement bénéficient actuellement d'une bourse de l'Union européenne. Pourquoi ne pas envisager un ambitieux programme dans le domaine de l'éducation en multipliant le nombre de bourses destinées aux étudiants russes désireux de venir étudier dans l'Union européenne ?

On peut se demander ce à quoi pourraient ressembler les relations entre l'Union européenne et la Russie dans quinze ou vingt ans.

• Premier scénario : l'adhésion de la Russie à l'Union européenne. Cette option ne paraît pas envisageable à court ou moyen terme. Même si, par son histoire et par sa culture la Russie fait partie de l'Europe et qu'une partie de son territoire est située en Europe, la population et la taille de ce pays sont telles qu'elles dépasseraient la capacité d'intégration de l'Union européenne. Surtout, les autorités russes ont toujours affirmé que la Russie ne voulait pas intégrer l'Union européenne.

• Deuxième scénario : le « statu quo ». Cette option ne paraît pas souhaitable, car il est nécessaire de renforcer les relations dans le domaine de l'énergie, de la sécurité extérieure ou encore en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

• Troisième scénario : une relation fondée sur la formule « tout sauf les institutions ». Là encore, cette option ne paraît pas réaliste étant donné que la principale revendication de la Russie est précisément d'être associée à la prise de décisions.

• Quatrième scénario : le « partenariat stratégique ». Seule cette voie paraît porteuse d'avenir. L'interdépendance entre la Russie et l'Union européenne est telle qu'il n'existe

pas de solution de remplacement à ce partenariat stratégique. Ainsi, dans le domaine de l'énergie, la Russie a besoin des capitaux et des moyens technologiques des entreprises européennes, tandis que celles-ci ont besoin d'avoir accès aux ressources qui se trouvent sur le territoire russe.

Comme le soulignait le président de la République dans de son discours à Nîmes le 5 mai 2009 : *« La Russie ne doit pas être considérée comme un adversaire de l'Europe, mais comme un partenaire. Ainsi serait créé un grand espace de plus de 800 millions d'habitants qui partageraient la même sécurité, la même prospérité. »*

Yves POZZO DI BORGO

La rédaction de *France Forum* est heureuse de féliciter Jacques Barrot, notre ami, qui vient d'être nommé membre du Conseil constitutionnel par le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer.

La crise grecque et ses conséquences

par Jacques Mallet

La crise grecque tire à sa fin, mais on a le sentiment qu'elle est devenue une crise européenne, et que celle-ci ne fait que commencer. Cette crise pose de graves questions pour l'avenir.

L'accumulation des déficits eût normalement conduit Athènes à une dévaluation de sa monnaie. Elle était impossible puisque la drachme s'était engloutie au sein de l'euro.

Dès lors, il lui fallait trouver d'autres solutions. Celles-ci ne pouvaient être qu'européennes ou internationales. L'union monétaire européenne ne prévoit pas de mécanismes de soutien des monnaies en difficulté. Les règles de la Banque centrale de l'euro les excluent formellement. Et le recours au Fonds monétaire international était difficilement compatible avec ces règles. De surcroît, on pouvait redouter que la crise grecque n'entraîne des effets de dominos dans d'autres pays tels que l'Espagne et le Portugal.

Dès lors, il ne restait qu'une issue : l'adoption par la gouvernement grec, avec le soutien politique de l'Allemagne et du président de l'Euro-groupe, d'un plan rigoureux de réduction des dépenses, d'économies budgétaires, de baisse des pensions, d'augmentation des taxes. C'est ce qui a été fait. La Grèce a réduit ses déficits publics de 12,7 à 8,7 % du PNB, ce qui est encore loin des 3 % du pacte de stabilité. Ces décisions douloureuses ont été efficaces comme le montre le succès du grand emprunt de 5 milliards d'euros à dix ans lancé par Athènes – certes avec des taux d'intérêt beaucoup plus élevés que ceux versés pour les obligations allemandes.

Il ne faut pas oublier que la part de la Grèce dans le total de l'endettement de la zone euro est de l'ordre de 3,2 %. Ce qui limite beaucoup les risques de contagion. On peut trouver les voies d'un accord en associant par exemple des prêts nationaux bien coordonnés et une intervention de la BEI.

Quelques dégâts politiques

Mais la crise grecque a fait des dégâts politiques.

D'abord, c'est l'évidence, une crise de confiance dans les rapports entre la Grèce et ses principaux partenaires. Pour être admise dans l'euro, elle avait falsifié ses

comptes. Faute impardonnable, en particulier aux yeux du plus important d'entre eux.

Les réactions ont été très vives. Sur les portes d'entrée de la banque grecque Alpha, on pouvait lire des graffitis « aimables » : voleurs, menteurs…

Le recours à des produits dérivés suspects aggrave les méfiances : les *« credit default swaps »*, sorte de contrats d'assurance sur des actifs défaillants, produits spéculatifs inventés par la banque Goldman Sachs. Décidément, dans cette crise, beaucoup de poisons sont venus des banques américaines…

Les réactions en Allemagne ont été violentes. On a vu se répéter les propos méprisants sur les pays du Club Med – plus brutalement baptisés, aujourd'hui, les *« pigs*[1] *»* (Grèce, Portugal, Italie, Espagne). Dans la presse allemande, des sentiments anti-grecs se sont exprimés, dénonçant un pays paresseux et corrompu – à quoi M. Papandreou a aimablement répondu que la corruption n'était pas plus dans les gènes de la Grèce que le nazisme dans ceux de l'Allemagne.

À l'égard de la Grèce, les propos sont devenus véritablement agressifs, injurieux et, disons le mot, inacceptables. « En échange de notre fric, vendez-nous vos îles, vendez-nous Corfou. » On a entendu d'autres propos de ce genre. On a même évalué le prix de l'Acropole – 140 milliards d'euros. Autant dire qu'elle n'a pas de prix.

Je partage largement les sentiments des Grecs face à ce mépris injurieux car, le connaissant bien, j'aime ce pays merveilleux, ce peuple intelligent, courageux et, à sa manière, laborieux.

La Grèce, c'est vrai, est plus douée en matière de PNB pour le « plaisir national brut » que pour le « produit national brut ». C'est un pays où il fait bon vivre, malgré la pauvreté. Peut être n'était-il pas à sa place dans l'euro ?

À cette occasion donc, on a vu renaître les divergences nationales du côté allemand, comme du côté grec, et reparaître la fragilité de l'Union européenne. À Athènes, on a évoqué le passé, l'occupation allemande, le vol des réserves d'or de la Banque nationale grecque. Ne nous faisons pas d'illusions : pour nos partenaires allemands, nous ressemblons beaucoup aux Grecs, nous autres Français. En tout cas, par l'ampleur de nos déficits.

Mais, bien sûr, c'est le parti de la vertu qui a raison ! La crise grecque a donc fait quelques dégâts politiques. Elle laisse aussi l'Europe en face de problèmes sans solution.

Après avoir adopté un programme de rigueur très sévère – qui suscite de violentes réactions populaires –, le gouvernement grec s'est entendu dire à Berlin par Angela Merkel : « Bravo ! Continuez dans cette voie ! Bien entendu, vous n'aurez pas un sou de moi… » À cette occasion, c'est un problème d'intérêt général qui se trouve posé. Il peut arriver, même à un pays vertueux, de connaître des difficultés très graves, imprévisibles, sans qu'il ait commis d'erreurs politiques majeures. Ne faudrait-il pas, dans de pareils cas, prévoir et mettre en œuvre des mécanismes de solidarité financière dans le cadre, bien entendu, de règles communes et après une

1. Cochons, en anglais.

supervision sérieuse par des organismes compétents ? Ces moyens n'existent pas et la supervision par la Commission européenne n'est pas suffisante.

Cette question nous conduit à une autre plus fondamentale : peut-il y avoir une union monétaire sans union politique ? Les avancées du traité de Lisbonne dans cette direction sont bien modestes. Mais l'idée d'un Fonds monétaire européen, rejetée hier, fait aujourd'hui son chemin dans les esprits de nos dirigeants des deux côtés du Rhin. C'est ainsi que le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, en a relancé l'idée dans un entretien au *Welt Am Sonntag*[2] : « Pour la stabilité de la zone euro, nous avons besoin d'une institution qui dispose des expériences du FMI et de pouvoirs d'intervention analogues. »

L'idée d'un gouvernement économique de l'Europe, exposée très clairement par Édouard Balladur dans le *Figaro*[2], semble aujourd'hui partagée par Angela Merkel comme l'a souligné *Die Zeit*. C'est là un fait nouveau et important.

Mais la chancelière se trouve actuellement dans une conjoncture politique difficile à la veille d'élections importantes en Rhénanie Nord-Westphalie. Les électeurs allemands en ont assez d'entendre dire : « L'Allemagne paiera. » Les libéraux, associés au gouvernement, sont moins « européens » que ne l'étaient les partenaires sociaux-démocrates de la CDU.

En un mot, l'accord franco-allemand, sans lequel rien ne peut avancer en Europe, n'est plus ce qu'il était. Des sondages récents font craindre que la volonté politique européenne se soit affaiblie dans l'opinion allemande.

Il serait grand temps de raffermir l'accord de Berlin et de Paris. C'est peut-être la dernière chance de l'Europe politique à base franco-allemande qui a été, depuis soixante ans, l'objectif commun, par des moyens divers, de toutes les forces démocratiques de notre pays.

À *France Forum*, certains rêvent de faire entrer un jour la Russie dans l'Union européenne. Quoi qu'on pense de ce projet à long terme, l'urgence est d'abord de sauvegarder et de renforcer l'Union européenne. Son avenir apparaît aujourd'hui incertain.

Jacques MALLET

2. 17 février 2010.
3. 7 mars 2010.

La crise continue…

par Charles Delamare

On ne peut que partager l'analyse de Jacques Mallet : l'unité européenne est menacée de tiraillements, de débordements, d'éclatement. Elle est, comme le reste du monde, soumise à la pression formidable de la crise systémique. Dans cette tempête d'une violence inouïe, il n'est pas surprenant que le navire de la Communauté tangue et craque dangereusement. Mais il est tout aussi remarquable qu'il ait supporté aussi vaillamment les chocs financiers et sociaux. Pour le plus grand avantage de ses membres. Où en serait la France si elle ne faisait pas partie de l'Union européenne ? À quel niveau serait tombée notre monnaie si elle n'était pas l'euro ? Comment financerions-nous notre déficit croissant du budget et de la Sécurité sociale ?

C'est pourquoi chacun doit prendre au sérieux les avertissements exprimés plus haut. Tout comme le cas de la Grèce. Laisser tomber ce vieux pays européen pour la raison qu'il a été la victime de gouvernants démagogiques constituerait un précédent dangereux. Si on épluche les promesses non tenues et les dépenses non fondées, je connais plus d'une nation qui serait vite mise en accusation. On peut même se demander si les médias ne font pas un tel tapage sur les vilenies d'Athènes pour dissimuler l'angoissante dérive des comptes publics aux États-unis et au Royaume-Uni ! On a mis l'accent sur la première manifestation d'Athènes qui aurait réuni 35 000 contestataires – sur 10 millions d'habitants… Les Grecs, aussi roublards qu'ils puissent être si l'on en croit Homère, sont des hommes intelligents et responsables. Les traiter avec mépris serait la pire façon de les aider à sortir de leur problème, si l'on ne veut pas qu'il devienne le nôtre.

Nous disputer au sein de l'Union européenne serait la réaction la plus stupide en face de la menace en train d'enfler. Mais ce qui est stupide n'est pas impossible !

Les États ont réagi vite et fort au pire moment de la crise l'an dernier. Mais leurs dirigeants n'ont pas été capables de mettre en place un régime économique autre que celui du « consensus de Washington », contrairement à ce qui avait été préconisé, il y a un an au cours du colloque de *France Forum* et dans d'autres enceintes sérieuses, quoique peu nombreuses. Nous présentions le rajeunissement de l'économie sociale de marché comme la solution aux problèmes posés par le mépris à l'égard d'une autorité politique, émanant du peuple et par l'apologie du profit sans considération morale. Nous n'avons pas été entendus. C'est pourquoi on peut craindre dans la seconde partie de l'année 2010 un redoublement de la crise. Qu'un État souverain comme la Grèce se déclare insolvable ne pourrait que précipiter la crainte d'insolvabilité de s'étendre… très loin. Le système bancaire, en pleine convalescence, supporterait-il l'affaiblisse-

ment de ses interlocuteurs de la dette publique ? Les réactions nationales, par lesquelles des gouvernements soumis à réélection cherchent à amadouer leurs mandants, seraient dangereuses, « contre-productives », comme on dit, apportant des remèdes pires que le mal. De toute façon, le repli des aides publiques et le relèvement des taux d'intérêt, que des hommes graves et irresponsables évoquent de plus en plus souvent, ne seraient pas le meilleur stimulant pour une reprise… Les réactions sociales seront d'autant plus inévitables que l'assise des « conquêtes sociales » est ébranlée par la part croissante de la Chine dans les consommations occidentales, au détriment de la production à l'Ouest, c'est-à-dire de l'emploi de ce côté du globe. La république de Pékin favorise ou tolère un investissement moyen de 40 % du PIB, représentant le double au moins de celui d'une nation « développée ». Elle agit comme a fait l'Allemagne du IIIe Reich qui, à partir de 1934, a « surinvesti » dans les dépenses d'armement. La Chine, certes, surinvestit surtout dans l'équipement de l'industrie, comme si elle voulait conquérir, pacifiquement, le monde en devenant son principal fournisseur de produits industriels, de tous les produits industriels. Ce « modèle national-socialiste » ne fut pas le seul à surmonter la grande crise de 1929. Ce fut aussi le cas de l'URSS qui, au même moment, a poussé à fond ses plans quinquennaux, alors que Roosevelt laissait retomber l'économie américaine à son plus bas niveau en 1938. Celle-ci ne fut sauvée en définitive que par Pearl Harbor ; l'Angleterre ne le fut, de son côté, que par la Manche, en août 1940. En juillet 1943, la victoire des Russes à Koursk fut celle de l'industrialisation due aux plans quinquennaux autant qu'à l'héroïsme de leurs soldats. Plus encore que Stalingrad, cette bataille de chars, la plus grande de l'Histoire, fut un des moments décisifs de la guerre. Où nous conduisent ces considérations ? Vers la prise de conscience de la faiblesse des démocraties dans un moment aussi critique que la crise du type de celle que nous vivons. Le souci des réélections, permanent chez tous les responsables, les amène à privilégier l'immédiat, le « 20 heures », comme on le répète si souvent, plutôt que la mise en œuvre de mesures sérieuses, c'est-à-dire impopulaires. Cette inaptitude à prendre le recul nécessaire apparaît particulièrement au plan national, lieu du débat politique.

C'est pourquoi « Bruxelles » est l'objet de telles récriminations. La Commission est assez loin de la politique au quotidien pour tracer sa route vers des réformes d'intérêt général. Il faut l'en féliciter.

Il est frappant qu'au cours des récentes campagnes électorales, la crise, ses conséquences, les transformations économiques et sociales nécessaires pour la surmonter n'aient pratiquement pas été abordées. On a préféré mettre en cause les foucades du président de la République ou l'habillement des dames musulmanes !

On va bientôt être obligés de prendre ce problème à bras-le-corps et à fond de méninges. Le destin de l'Union européenne, surtout celui de ses habitants, est en jeu. Ce jeu s'appelle le poker du destin.

Charles DELAMARE

Identité nationale, identité européenne

par Robert Toulemon

Notre identité signifie aussi bien ce que nous sommes que ce que nous souhaitons être : identité objective, identité volontariste. La première contient nos succès mais aussi nos revers, nos gloires mais aussi nos remords. La seconde nous projette dans l'avenir, nous incite à tirer les leçons du passé. Le grand dessein européen n'est rien d'autre qu'une audacieuse tentative de construire un avenir meilleur pour nous et pour les générations futures. Il peut s'analyser comme la recherche d'une identité à la fois correctrice et complémentaire de l'identité nationale, d'une identité construite et pas seulement héritée.

L'identité comme héritage

Tout comme notre identité nationale, notre identité européenne comprend des lumières et des ombres. D'Athènes nous vient le *logos*, de Rome nous vient le droit, de Jérusalem la transcendance. De ces trois sources nous vient aussi l'esprit de domination et de conquête. Charlemagne fut un moment d'unité retrouvée avant le chaos féodal. Les cathédrales dessinent l'une des cartes de l'unité européenne, tout comme plus tard, la Renaissance, l'art baroque et l'esprit des Lumières, non sans que les guerres de religion, conflits interchrétiens d'une extrême violence, inscrivent une page noire dans notre héritage commun. La découverte des autres continents et bientôt leur conquête sont une autre aventure collective dont les excès qui les ont accompagnées, esclavage et colonialisme, nous font hésiter à nous prévaloir et nous valent aujourd'hui encore quelques ressentiments dans nos empires défunts. Après l'optimisme scientiste du XIXe siècle, les horreurs et les crimes de la première moitié du XXe siècle seraient le pire élément de notre héritage collectif si nous n'en avions pas tiré les leçons. La répudiation des hégémonies, l'esprit de réconciliation sont, avec la protection des droits fondamentaux, la solidarité sociale, l'abolition de la torture et de la peine de mort des acquis que nous, Européens, partageons avec d'autres, mais dont nous pouvons nous flatter d'avoir été les promoteurs. Ultime élément d'une identité commune héritée, le chagrin d'avoir détruit par nos querelles nationalistes la position dominante qui fut longtemps la nôtre.

L'affirmation de cette nouvelle identité se heurte à deux résistances dont nous devons mesurer la vigueur pour mieux les combattre : la résistance compréhensible mais vaine des souverainetés nationales, la déception de celles et ceux qui attendaient plus de l'Union que ce qu'elle pouvait, dans son état d'inachèvement, leur apporter et qui ont vu en elle une menace plutôt qu'une protection.

L'identité comme projet

Une conception de l'identité nationale se limitant au culte de l'héritage, fût-il critique, serait bien incomplète. Toute communauté humaine vivante doit se projeter dans l'avenir. Hier, l'avenir, pour les nations européennes, était le progrès auquel elles accordaient une confiance excessive, mais aussi la conquête territoriale ou coloniale, la préparation de victoires rêvées. Après la catastrophe des deux derniers conflits mondiaux nés en Europe, la honte de la Shoah, l'effondrement des idéologies totalitaires, le seul projet possible, le seul grand dessein est celui de la création sur ce continent, berceau du nationalisme, de la première expérience de mise en commun des souverainetés. Pour avoir trop longtemps limité l'entreprise à l'économie, pour n'en avoir pas suffisamment mis en exergue la dimension éthique et culturelle, pour n'y avoir pas associé la masse des citoyens, en particulier les jeunes et le monde de l'enseignement, la tentative d'inscrire le projet européen dans un texte constitutionnel fondateur a échoué. Le retrait des symboles du texte du traité de Lisbonne est lui-même symbolique de cet échec. On ne fera pas de progrès vers l'Europe politique sans la construction volontariste d'une identité européenne qui n'est encore qu'une virtualité. Cela passe par la reconnaissance de la révolution que représente le règlement des conflits entre nations par le droit et les juges, la création d'une institution vouée à la promotion de l'intérêt collectif, l'élection d'un parlement commun partageant désormais le pouvoir législatif avec les représentants des États, enfin la création *ex nihilo* d'une monnaie unique qui vient de faire la preuve de sa solidité et de son rôle protecteur. Mais, si admirables soient ces accomplissements, le discours sur l'identité européenne ne sera crédible qu'à partir du moment où l'Union démontrera sa capacité de répondre aux aspirations fondamentales des peuples qu'elle réunit. Elle leur a apporté la paix et un niveau de sécurité économique, sociale et monétaire sans égal. Cela ne suffit pas. Il faut y ajouter une double action collective beaucoup plus visible et déterminée qu'elle ne l'est aujourd'hui : pour une sortie de crise fondée sur l'innovation, la formation et l'emploi, contre le terrorisme et toutes les formes de criminalité internationale.

La reconnaissance des identités multiples, élément d'une politique de civilisation

Avant de proposer aux Français un débat sur leur identité nationale, le président de la République leur avait annoncé une politique de civilisation. Un lien entre ces deux concepts devrait s'imposer. Toute politique de civilisation passe nécessairement par le rejet d'une conception fermée, agressive, exclusive de l'identité nationale. Dénoncer les crimes commis au nom des nations n'est pas manquer de patriotisme, bien au contraire. Sans aller aussi loin que Montesquieu affirmant la primauté de l'intérêt collectif de l'humanité sur celui de son pays, l'intérêt de son pays sur celui de sa province ou de sa cité, le moment est venu d'apprendre les pluralités d'identité et d'appartenance, d'en faire la base de toute formation civique adaptée au monde d'aujourd'hui. Ce n'est pas par hasard que Edgar Morin nous a engagés à « penser l'Europe » et nous a proposé « une politique de civilisation ».

Robert TOULEMON

Le dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

DISCRIMINATION. *Sopor*. Discrimination : être contre. Sauf lorsqu'elle est positive. Discrimination est un gros mot qui doit rejoindre au plus vite le cimetière des mots interdits. Comme race. *Questios*. Comment parler des choses si on fait disparaître les mots qui les désignent ? *Sopor*. Des mots, les linguistes sauront nous en fournir autant qu'on en voudra. *Questios*. Genre le *référent bondissant* pour désigner le ballon de football ? *Sopor*. Il faut faire confiance aux capacités inventives des spécialistes lorsqu'il s'agit de remédier à la crise du langage. *Questios*. Jusqu'à quel degré d'hébétude la surveillance des mots par la police de l'esprit va-t-elle en dégrader le sens ? *Sopor*. L'hébétude, c'est la paix. *Questios*. Qu'il y ait des discriminations prohibées par la loi n'empêche pas que l'exercice intellectuel qui consiste à discriminer ne soit la manifestation même de l'intelligence. Discriminer entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid, entre le bien et le mal, n'est-ce pas le propre de l'homme ? *Sopor.* La beauté est fasciste. Comme la langue. La vérité aussi est fasciste. Tout comme la morale. *Questios*. Et la tolérance ? *Sopor*. Ça dépend de ce qu'elle tolère. *Questios*. Tout de même, quand on s'exprime dans les médias, il y a tout intérêt à savoir discriminer. Par exemple, si on veut tirer à boulets rouges sur une cible, il faut savoir choisir sa cible sans se tromper. Ainsi chacun sait qu'on peut, sans courir aucun risque, injurier le pape copieusement et à répétition. D'où de généreuses salves en direction de cet objectif. *Sopor*. Si le pape professait en tout les opinions de tout le monde, il serait beaucoup moins attaqué. Vous avez vu : la lettre de convocation du synode du Moyen-Orient à Rome va jusqu'à réclamer la liberté de conscience pour les croyants. Une vraie provocation, vu les pays destinataires. *Questios*. La vie des Coptes en Égypte semble tout de même assez compliquée. *Sopor*. On ne va quand même pas faire une histoire parce que l'an dernier on a massacré leurs élevages de porcs. *Questios*. Ben !... *Sopor*. Il y avait la grippe porcine. Alors mort aux porcs ! Et puis élever des cochons en Égypte, quelle imprudence ! *Questios*. Quelle imprudence d'être Copte en Égypte, voulez-vous dire ! En effet. On n'y a pas seulement exterminé les porcs. En janvier de cette année, on y a aussi exterminé des Coptes, une demi-douzaine. *Sopor*. Il faut raison garder, ramener l'affaire à ses exactes proportions, il faut relativiser, se garder de tout ethnocentrisme, remettre le modèle européen à sa juste place, etc. Les statuts des minorités font partie de la tradition de chaque peuple. Il faut les respecter. La Chine ne peut pas se gouverner comme la Suisse. *Questios*. Cette passion pour la servitude, c'est de la cécité ou du masochisme ? *Sopor*. Il faut élever le débat, considérer chaque événement dans son contexte, replacer les circonstances actuelles dans leur enchaînement historique, savoir faire la part des choses, etc. Et puis, ensuite, aller déjeuner tranquillement. *Questios*. Escomptant que ça n'est pas vous qui réglerez l'addition ?

André LE GALL

L'amicale du MRP organise une table ronde : « Le MRP, de Gaulle et l'Europe », le 17 juin prochain à 14 heures 30, à son siège, 133 bis, rue de l'Université – 75007 Paris, salle Jean Lecanuet.

BONNE ANNEE 2010 !

par Charles Delamare

C'est la fin de l'an qui a causé tant d'alarme
Chez les grands, les riches, encore médusés
De s'être fait dépouiller sans aucune larme
Par Madoff et consorts, par les officiers
Du Capital fangeux, tricoteurs de promesses,
Fricoteurs de combines, bouffeurs de bonus,
Plus avides que leurs clients : une prouesse !
Qu'est-ce que cela va changer dans tous les us
Et coutumes de notre monde en décroissance ?
Ils ne se le demandent pas les beaux parleurs
Qui pontifient en étalant leur suffisance
Dans des « sommets » verbeux, creux, où ils n'ont pas peur
De décréter, de « communiquer » le grand vide
De leurs têtes à des médias aussi crasseux
Qu'eux. Étonnez-vous que ce chahut fasse un bide !
Il gonfle, il gonflera le chômage affreux
Pour les hommes traqués par la misère
Bientôt, demain, ici. Mais les écolos
N'ouvrent leurs yeux que sur les malheurs de la Terre !
Il faut penser aux paysans, aux métallos,
À tous ceux qui bâtissent, transportent, nourrissent
Soignent – actions qui ne comptent guère aux yeux
Des malfrats nerveux, véreux, qui, eux, s'enrichissent,
Abstracteurs de quintessence, en plumant les vieux,
En trompant les jeunes, en appelant à l'aide
L'État, père des impôts, quand confiance fuit
Et dette s'envole et qu'ils deviennent plus raides
Que passe-lacets ! Le débat n'est pas fini.
Il rebondira. Prions donc la Providence
Qu'en deux mille dix, se lève la solution
À ces menaces qui grondent, à ces souffrances,
En mettant fin aux crimes de la prétention.

Nous trouverons l'an guilleret,
Frais et gai, comme l'hirondelle
Qui au printemps, c'est son secret,
Chasse l'ennui. Quelle merveille !
Parce que nous n'aurons plus peur
De tout changer dans ce bas monde,
Nous allons sarcler les erreurs
Proliférant dessus les tombes
Des sages auteurs libéraux.
Non ! le marché n'a pas réponse
À tous problèmes généraux !
Mais quelle autorité énonce
Ce qui est bien, ce qui est mal ?
C'est là où se trouve l'énigme
De l'an nouveau, le nouveau bail
Avec la vie, un jeune signe
À formuler par les hardis
Découvreurs du caché passage
Vers la paix, fort loin du gâchis
Où nous ont mis les pseudo-sages
De Washington, de la City.
Que donc l'Europe se réveille :
De l'audace poussons le cri !
Tendons lui de bonnes oreilles,
Écoutons notre ambition,
Notre frontière est à la Chine
Vladivostok notre bastion !
Ne faites pas mauvaise mine !
La Sibérie est l'avenir !
Elle nous rendra vraiment prospère,
Si nous ne craignons pas le tir
Des grognons qu'il faut faire taire,
Parce qu'ils sortent les clichés
Rabâchés sur notre Russie !
Trois fois elle ferma de sa clé
L'Europe et la Sibérie
Aux Mongols, à Napoléon,
À Hitler, jetant sa jeunesse
Au travers de leur ambition.
Nous sortirons de la détresse

Si nous ouvrons portes et cœurs
Aux Russes dans notre Union.
Voilà pour l'an neuf un labeur
Exaltant, plus que les oignons
À calibrer, comme fait Bruxelles,
Clame-t-on, à longueur de temps !
Alors pour l'année nouvelle,
Souhaitons-nous de penser autant
Que firent Adenauer, de Gaulle :
La guerre froide ils ne l'eurent pas
Aux yeux ! Ils jouèrent un rôle
Bien imprévu par leur papa,
Leur formation, leur propre histoire,
Ils matèrent l'occasion
Qui les jeta dans la nuit noire.
Et nous aurions l'appréhension
De la crise, simple anecdote
De l'humaine cheminement
Vers tout ce qu'ont révélé doctes
Et ont pleuré secrètement
Les esclaves de tous les siècles
Quelle que fût leur peau ? Allons,
Nous construirons une autre stèle
Pour les autres générations,
Il sera écrit qu'en vrais hommes
Nous n'avons pas gémi, crié,
Mais avons fait face en somme
Au défi qui fut opposé
Soudain à l'ensemble du monde.
En deux mille dix, le combat
Continue ! Que l'on réponde
Et chacun des humains se bat !
Vous comme moi dans notre vie.
Que cela dure est notre vœu !
Qu'on y pleure ou que l'on en rie
L'an neuf brûle comme le feu !

Charles DELAMARE
20/12/2009

Le témoignage humain d'Albert Camus

par Pierre-Henri Simon

D'une dialectique de l'absurde au sens du bonheur et à la passion de la justice

Je ne saurais entreprendre ici de résumer le message philosophique et moral de Camus : il est trop important, et il est connu. Qu'il suffise de rappeler que, parti d'une dialectique de l'absurde, il ne cessa d'évoluer vers un humanisme qui enveloppe en même temps le sens du bonheur et la passion de la justice. Le bonheur, Camus l'a toujours aimé, poursuivi, et ce qu'il appelle la justice, c'est, au fond, une égalité de tous dans le bonheur. Car l'injustice n'est autre chose que cette sorte de réprobation, fatale ou sociale, qui condamne la majeure partie de l'humanité à la souffrance et au désespoir dans l'indifférence du petit nombre de ceux qui en sont un peu mieux protégés. Et la vertu, c'est l'élan de courage et de sympathie qui pousse le solitaire à se sentir solidaire, à user de sa force et de sa raison pour organiser la défense collective contre la « peste ». Comment, d'une constatation de l'absurdité universelle, Camus tire une religion de la justice, cela n'est pas toujours facile à expliquer. Car enfin, si la conscience est le produit fortuit de la vie, qui naît elle-même d'un hasard dans le non-sens cosmique, pourquoi cette exigence de justice, surgissant ainsi dans l'homme, est-elle affectée d'un caractère d'absolu ? Là est la suprême difficulté, l'aporie à quoi se heurte tous les humanismes qui font de l'homme le maître de toute chose sans pouvoir se référer à une transcendance. Il reste que la contradiction de Camus est généreuse et rend sa pensée à l'humanité. L'absurde camusien cesse d'être l'étoffe du réel pour devenir le scandale de l'esprit, et la raison retrouve ses armes dans l'histoire. La révolte éclate comme une protestation contre le monde, élevée au nom des valeurs, c'est-à-dire qu'elle est, dans son fond, spirituelle et rationnelle. *« L'histoire est sans yeux, il faut donc rejeter sa justice pour lui substituer autant qu'il se peut celle que l'esprit conçoit. »* […]

Un humanisme athée mais imprégné de sagesse et d'amour

Une angoisse devant l'absurdité de la condition humaine, qui se surmonte par un acte de foi dans la raison de l'homme et par un recours à ses seules forces, à son seul courage ; une exclusion systématique des nostalgies de l'absolu pour rejoindre une sagesse empirique et modeste, ouverte sur la sympathie et tendue vers le bonheur : telle est en définitive la pensée de Camus, et ses dimensions sont celles d'un pur humanisme, sans espoir d'au-delà, sans appel à la médiation de la Croix, par conséquent dépourvu de tout accent chrétien. L'auteur de *La Peste* n'était pas un moraliste chrétien, voilà ce qu'il faut avoir l'honnêteté de reconnaître. C'est une constatation, je le sais, propre à attrister le croyant. La vérité est une, la charité est une, et tout système de penser qui aboutit à reconnaître le primat de la justice et de l'amour apparaît en telle convergence avec le christianisme qu'il est tentant de vouloir l'y confondre : mais la vertu du critique est l'honnêteté, et il est interdit de parler de christianisme là où Dieu est supposé mort et le Christ inutile. Naturellement, devant toute grande âme généreuse, le croyant est porté à reprendre le mot de Polyeucte : *« Elle a trop de vertus pour n'être pas chrétienne »* ; mais c'est un mot plus sentimental

que théologique, car nous rencontrons fréquemment cet agaçant mystère (et surtout, si j'ose dire, dans le monde des lettres) d'une foi qui ne produit pas toujours la vertu et d'une vertu qui fleurit en dehors de la foi. Mystère qui s'éclaire quelque peu si nous songeons que la nature, créée par le Père et réparée par le Fils, incapable sans la grâce de s'élever à la perfection de la vie surnaturelle, c'est-à-dire à la sainteté, est néanmoins capable par ses propres ressources de se conformer à la perfection de son ordre, c'est-à-dire à la sagesse.

Ce qui apparaît plus incompréhensible, c'est qu'à un homme d'aussi évidente bonne volonté, d'aussi manifeste bonté, que fut l'auteur de *La Peste* et des *Justes*, la foi ait été refusée. Devant cette sorte de déchirure, scandaleuse aux yeux du croyant, certains se hâtent de trouver l'explication dans une faute de l'homme, en incriminant soit ses concupiscences, soit son orgueil. Pour Camus, on songe plutôt à l'orgueil, et déjà ne manque-t-il pas de dévots pour dire : « Si seulement il eût été plus humble ! » Mais sont-ils vraiment humbles, les chrétiens qui font ainsi de l'incroyance des autres la sanction d'un péché, comme si leur foi était la récompense d'un mérite ? La véritable humilité chrétienne consiste, je pense, devant cette profondeur où se poursuit et se décide le dialogue de la grâce et de la liberté, à se taire, à ne pas juger avec les lumières humaines ce qui ressortit au jugement de Dieu. Au jugement de Dieu, je ne sais, personne ne peut savoir si l'humanisme de Camus, formellement athée et pratiquement imprégné de sagesse et d'amour, le situait dans la communion spirituelle de l'Église ou l'en rejetait. Je ne puis ici que juger humainement un homme : je ne puis qu'apporter mon tribut d'admiration à ce grand artiste qui a su traduire, dans une forme assez parfaite pour durer, l'angoisse d'une génération, en lui proposant une règle et une route pour la dépasser dans la confiance ; à cet écrivain digne et grave dont l'œuvre, loin de tendre à dégrader et désespérer l'homme, lui montre au contraire un exemple de noblesse sans dédain, de courage sans présomption, de lucidité sans sécheresse en l'invitant à vivre plus conscient et plus consciencieux.

Pierre-Henri SIMON
France Forum, n° 22, février 1960

Albert Camus par lui-même

« Secret de mon univers : imaginer Dieu sans l'immortalité de l'âme. J'ai le sens du sacré et je ne crois pas à la vie future. Voilà tout. » Entretien avec Jean-Claude Brisville, *in Camus*, Jean-Claude Brisville, *Gallimard*, 1966

« Servir la dignité de l'homme par des moyens qui restent dignes au milieu d'une histoire qui ne l'est pas. » Actuelles I

« Sans doute l'une des dernières questions que puisse se poser l'homme pour sa justification est-elle : "Ai-je été fidèle ?" Mais cette question n'a aucun sens si elle ne signifie pas d'abord : "N'ai-je rien dégradé en moi et dans les autres ?" » Entretien sur la révolte avec Pierre Berger, *in Actuelles II*

« Sentir ses liens avec une terre, son amour pour quelques hommes, savoir qu'il est toujours un lieu où le cœur trouvera son accord, voici déjà beaucoup de certitudes pour une seule vie d'homme. » Noces

« Le monde où je vis me répugne, mais je me sens solidaire des hommes qui y souffrent. » Actuelles I

La renaissance de la musique russe

L'évolution de la vie culturelle en Russie depuis la chute de l'Union soviétique appelle une réponse en deux temps.

Des premières années de la démocratie jusqu'en 2000, la situation a été extrêmement difficile. La Fédération n'avait pas de budget culturel. Les orchestres philharmoniques n'étaient pas financés par l'État et ne disposaient pas même de salles de concerts. Les institutions culturelles – musées, bibliothèques et autres – étaient dans l'expectative. L'enseignement musical survivait tant bien que mal dans la précarité. Les salaires étaient très faibles, et beaucoup de musiciens ont alors décidé de quitter la Russie, puisque c'était devenu possible.

Depuis quelques années, la situation s'est nettement améliorée. L'État s'est mis à subventionner la culture, au bénéfice des institutions les plus importantes. Un événement majeur a été la création, le 26 décembre 2002, du Centre international des arts du spectacle à Moscou, plus communément appelé Maison internationale de la musique, à l'initiative de Mme Loujkova, maire de la capitale, et du célèbre violoniste Vladimir Spivakov, qui en est devenu le président. Ce centre a ouvert ses portes le 28 septembre 2003 avec la création de l'orchestre national philharmonique de Russie, sous la direction de Spivakov. Il avait eu pour architectes les meilleurs : Youry Gnedovsky, Vladilen Krassilnikov, Dmitri Solopov, Margarita Gavrilova et Sergeï Gnedovsky.

Ce magnifique établissement contient trois salles principales, dont la plus grande, de forme cylindrique, évoque la Philharmonie de Berlin, avec 1 735 places. On y trouve d'ailleurs le plus grand orgue de Russie, trois fois plus grand que celui du conservatoire Tchaïkovski. Une autre salle de musique de 575 sièges et une salle de théâtre pour 532 spectateurs voisinent avec un studio d'enregistrement, un amphithéâtre à ciel ouvert pour l'été, des salles d'exposition et de répétition, un complexe audiovisuel et un restaurant.

Moscou possède d'ailleurs plusieurs orchestres symphoniques renommés, au premier rang desquels l'orchestre philharmonique de Moscou et l'orchestre national de Russie, sans oublier l'orchestre symphonique de la Fédération de Russie et l'orchestre symphonique Capella de l'État de Russie.

Désormais, on peut parler d'une renaissance : les concerts ont lieu un peu partout, y compris dans des châteaux restaurés. De nouveaux festivals et concours internationaux sont nés. Les concours internationaux sont d'ailleurs aujourd'hui ouverts à tous et la grande nouveauté, c'est que tout le monde peut voyager à l'étranger. Paradoxalement, les tournées d'orchestres au sein de la Fédération de Russie coûtent extrêmement cher et sont donc relativement rares.

En dépit des difficultés rencontrées au cours des premières années de la démocratie russe, force est de constater que la vie culturelle est en plein essor, et que le niveau d'éducation artistique est resté excellent.

Autrement dit, la Fédération a tiré les leçons du régime communiste, qui avait parfaitement compris que sa meilleure propagande était celle que lui faisaient ses plus grands musiciens.

Jenny ZAHARIEVA

12 *de Nikita Mikhalkov*

***Programmé dans quelques salles parisiennes, le dernier film de Nikita Mikhalkov reprend la trame du scénario du film de Sidney Lumet,* Douze hommes en colère.**

Au cours d'un procès pour meurtre, un jury doit, à l'unanimité de ses douze membres, déclarer coupable ou non coupable un jeune Tchétchène, accusé d'avoir tué son père adoptif, un officier russe qui l'avait recueilli à la mort de ses parents pendant la guerre de Tchétchénie.

Cependant, il ne s'agit pas là d'un simple remake russe du film américain. Nikita Mikhalkov, à travers les douze portraits des membres du jury, très différents les uns des autres, nous donne une certaine image de la Russie d'aujourd'hui, telle qu'il la perçoit avec non seulement sa connaissance de la société, mais aussi son âme russe.

Dès le début du film, un huis clos pesant s'installe : le jury est enfermé dans le gymnase sombre et délabré d'une école. À l'issue d'une première et rapide délibération, le jeune homme est déclaré coupable par onze jurés. Le douzième refuse de s'associer à ce verdict, expliquant que l'on ne peut, sans une véritable discussion, décider qu'un homme est coupable d'un meurtre simplement parce qu'il est tchétchène et que les apparences l'accusent.

Ce refus isolé enclenche un long débat, au cours duquel, tour à tour, les jurés sont conduits, presque involontairement, à dévoiler leur vie personnelle, avec ses réussites, ses bonnes actions, mais aussi ses bassesses, ses turpitudes. C'est à travers le prisme de ces « confessions » d'hommes venus de milieux sociaux très différents – un chauffeur de taxi, un gardien de cimetière, un chirurgien, un homme de télévision, etc. – que Nikita Mikhalkov nous transmet sa vision de la Russie d'aujourd'hui.

Cette peinture, malgré quelques notes d'humour, est sévère, sinon cruelle ; l'accent est mis sur la corruption, les malversations chroniques, l'emprise de la mafia sur certains secteurs de l'économie, le racisme, ici à l'égard des « basanés » originaires du Caucase.

Cependant, à travers ces vies dévoilées, souvent avec violence, le film nous transmet un autre message, une conviction plus intime de Nikita Mikhalkov : ce qui prime chez le Russe, c'est la compassion. C'est cette compassion qui à l'issue d'un scénario à rebondissements va conduire les jurés à renverser leur position initiale et à déclarer le jeune Tchétchène non coupable du meurtre dont il est accusé.

L'image sévère que donne Mikhalkov de son pays n'a pas nui au succès de son film en Russie puisqu'il a reçu en 2007 deux grands prix cinématographiques russes, l'Aigle d'Or pour le meilleur film de l'année et l'Aigle d'Or pour le meilleur rôle masculin, attribué à toute l'équipe masculine du film. Tous les acteurs incarnant les membres du jury sont en effet exceptionnels. S'il n'est pas le plus spectaculaire, le rôle du président du jury, joué par Mikhalkov lui-même, est peut-être le plus touchant. Conduit par sa « compassion », l'ancien officier russe devenu peintre, décide de recueillir et de protéger le jeune orphelin tchétchène.

Igor YATZIMIRSKY

Tsar *de Pavel Lounguine*

C'est la première fois que Pavel Lounguine s'attaque au cinéma historique. Il n'a pas manqué de courage en se penchant sur le règne d'Ivan le Terrible.

Le film étant condamné à être comparé au chef-d'œuvre d'Eisenstein, la saga *Ivan le Terrible* (de 1942 à 1946), il s'en démarque d'emblée en se concentrant sur deux années de la vie du tsar (1565-1566).

Ivan est alors embourbé dans la longue guerre qui l'oppose à la Pologne. La défaite et la paranoïa lui font voir des traîtres partout, surtout parmi les aristocrates, les *boyards*. Il apaise ses craintes en livrant ses (supposés) ennemis aux *opritchniki*, ses hommes de main sanguinaires. À la même époque, Ivan appelle Philippe Kolytchev à la charge de métropolite (primat de l'Église russe). C'est un ami d'enfance, un boyard érudit et pieux retiré dans un monastère. Philippe accepte sa charge en espérant pouvoir modérer la fureur du tsar. Le contraste entre les deux est trop fort et l'affrontement inévitable. Philippe l'Humaniste refuse de choisir entre le seigneur de l'au-delà et celui de ce bas monde. Il s'oppose en chaire à la répression sauvage et doit affronter le martyre.

Lounguine a tenté une approche réaliste. Les décors sont très soignés et les costumes somptueux (la tsarine semble tout droit sortie d'une mosaïque byzantine). Les deux acteurs principaux portent le drame de bout en bout. Piotr Mamonov en particulier, dont l'interprétation du souverain mystique et parfois schizophrénique est tout à fait saisissante. Hélas, les personnages secondaires ne les aident pas, notamment la meute hystérique, débile et sauvage qui gravite autour de Ivan (la tsarine comprise). Entourage sans foi ni loi dont la présence se résume trop souvent à un brouhaha pénible, ce qui rend certaines scènes peu crédibles. La cruauté du régime est par ailleurs détaillée dans des scènes de torture parfois difficilement soutenables. Le spectateur est donc balancé entre l'opposition brillante d'Ivan le Terrible et de son métropolite, et le dégoût de ce Moyen Âge hurlant et barbare que le premier prolonge et dont le second voudrait sortir. C'est là le propos de Pawel Lounguine : la Russie n'a pas connu la Renaissance parce que Ivan l'a écrasée dans le sang.

Le pays était pourtant prêt, et Philippe en est la preuve, qui faisait construire des moulins selon les plans de Léonard de Vinci – plans qui seront finalement détournés pour fabriquer des instruments de torture afin de divertir le tsar. La thèse est limpide : la soumission à un pouvoir abusif n'est pas une fatalité russe, mais le fruit de la lâcheté, de la veulerie et de la superstition du peuple. On ressort alors de la séance avec des sentiments mitigés. En effet, Lounguine a démythifié à dessein la figure d'Ivan le Terrible, afin de démasquer la bête immonde qui s'est souvent cachée derrière ce pouvoir russe au fouet facile. Une fois le message décodé, la part de rêve qui entourait le premier tsar manque cruellement. Mais c'est justement cette fascination que rejette le film *Tsar*, afin de conjurer de futurs cauchemars.

Jean-Marie BORDRY

La Crise de 1929
de Pierre-Cyrille Hautcœur

« La pire crise depuis 1929 » revient comme une ritournelle dans les commentaires, se voulant sérieux, sur la déroute de 2009. L'auteur est venu y voir de plus près et nous offre une analyse précise de cette crise hors du commun. Il a lu une bonne partie des millions de commentaires que cette catastrophe, mère de la Deuxième Guerre mondiale, a suscités. Il expose fort clairement le déroulement des événements, les erreurs commises par les politiques et les leçons contradictoires qui en ont été tirées. Un retour soit au libéralisme pur et souvent dur, soit à l'intervention étatique, à la façon de Roosevelt ou de Hitler.

Quelle leçon en tirer pour notre époque ? Heureusement des acteurs déterminants d'aujourd'hui, comme Bernanke, ont réfléchi sur la crise des années 1930. Les manœuvres, très hardies opérées par lui ou Jean-Claude Trichet, ont démontré l'utilité de la référence à la crise de 1929. Mais la solution définitive de celle-ci est passée par le « remède » de la Deuxième Guerre mondiale ! Dans le surinvestissement de la Chine, on perçoit le relent d'un surarmement industriel, ressemblant à celui du IIIe Reich dans le domaine militaire. Ne répétons pas, nous les hommes, les erreurs de nos grands-parents !

C'est pourquoi Hautcœur s'interroge sur le « bon usage » de la crise actuelle. On ne peut en sortir, dit-il, que par « un constructivisme social » renouvelé. Comment le définir ? Ce fut l'ambition du colloque de *France Forum* au printemps dernier. Mais la mise au point d'une nouvelle économie sociale de marché nécessite encore plus de réflexions et de discussions. Il faut « repenser et construire une société nouvelle, sans doute à l'échelle internationale plus que selon le nationalisme dominant de la grande dépression ». À tous ceux qui se mettent à ce travail – et ils sont encore beaucoup trop peu –, nous recommandons cette analyse précise, éclairant l'avenir à la lumière, tremblotante, terrifiante du passé.

Charles DELAMARE

Éditions La Découverte – 9,50 €

Pour un capitalisme au service de l'homme
de Michel Cool

Une enquête qui rassure, s'il en était besoin ! Tous les patrons ne sont pas des voyous. Michel Cool, ancien directeur de *Témoignage Chrétien* et collaborateur de l'hebdomadaire protestant *Réforme*, a été recueillir, en cette période de crise, les « paroles de patrons chrétiens » (sous-titre du livre). Ces patrons sont membres d'Entrepreneurs et dirigeants chrétiens (EDC), autrefois Centre français du patronat chrétien, dont l'origine remonte à 1926, né de la volonté de syndicats d'employeurs de « réintégrer dans le monde des affaires la morale et la conscience ».

Au nombre de 2 000 environ, ces patrons chrétiens tentent de mettre le social au cœur de l'entreprise et de rendre le capitalisme solidaire de la société, en reprenant à leur compte – et cela ne semble pas facile ! – la parole de Jean-Paul II pour qui les salariés « sont le patrimoine le plus précieux de l'entreprise ».

Mais à lire la vingtaine d'entretiens rassemblés et commentés par l'auteur, on sent bien que ces dirigeants, quels que soient leur origine, leur parcours, leurs fonctions, la taille de l'entreprise, sont hantés en permanence par la même question : comment concilier l'entreprise source de profit et l'entreprise sociale, l'idéal consistant à placer la création de valeur sociale comme finalité première et à faire du profit un levier au service du projet de l'entreprise.

Il est bien sûr difficile de démêler ce qui est du domaine de la seule intention et ce qui est effectivement réalisé, mais on admire, page après page, la sincérité – voire l'enthousiasme – de ces femmes et de ces hommes engagés dans un combat quotidien dont ils n'ont pas fixé les règles. Face à la solitude inhérente à leurs fonctions, ils puisent leurs forces dans l'Évangile, qu'ils soient catholiques, protestants ou orthodoxes, et aussi en se ressourçant grâce à leurs rencontres dans les équipes de l'EDC qui n'est ni un syndicat professionnel ni un nouveau Rotary.

Comment, toutefois, ne pas être étonné – mais est-ce vraiment une surprise ? – de leur éloignement du politique ? Certes, ces patrons font entendre leurs voix, s'expriment même sur la place publique, dans les journaux, à la radio, mais essentiellement sur le plan moral, face à l'avidité, la rapacité, la cupidité de certains, mais pas au point de demander que l'on change les règles du jeu.

Par exemple, renforcer la législation pour améliorer la transparence dans le domaine de la rémunération des chefs d'entreprise ? Leur président, Pierre Deschamps, n'y est pas favorable : « Cela pénaliserait les entreprises françaises dans la compétition internationale. »

Quant à l'engagement politique, un seul y fait allusion et de manière péjorative : « J'aurais pu me lancer dans la vie politique comme d'autres de mes condisciples de l'ENA. Mais devoir tout le temps se battre pour éliminer un adversaire, je ne sais pas si j'en aurais été capable. »

Avec de tels préjugés à l'égard de la politique, hélas fréquents dans les milieux catholiques français pour des raisons historiques qui remontent à la fondation de la République et qu'encouragent encore souvent aujourd'hui les milieux ecclésiastiques, comment s'étonner que les chrétiens qui se sont engagés précisément dans les partis, non pas pour « éliminer » mais pour « réformer », se sentent eux aussi parfois bien solitaires.

Jean-Pierre PRÉVOST[1]

Albin Michel – 15 €

1. Nous venons d'apprendre que Jean-Pierre Prévost a été élu président de l'amicale du MRP, succédant à Jean-Marie Daillet.

Entre Dieu et Darwin : le concept manquant
de Francis Kaplan

L'auteur ne manque pas de courage. Surtout pour le philosophe qu'il est. S'attaquer au concept de finalité n'est pas pour les gens de sa profession une tâche de tout repos ou de toute évidence.

C'est le cri de la créature, difficile à supporter, parce qu'il engendre la radicalité. Pourquoi suis-je au monde ? Pourquoi devrai-je, inéluctablement, le quitter ? De cette inquiétude sont nées toutes les religions, reliant, comme le mot

l'indique, l'individu à un destin, à une finalité, à un dieu. Comme il le dit dès la première phrase, l'auteur rappelle qu'il n'y qu'une autre manière de concevoir notre vie, celle du darwinisme. Mais il explique aussitôt que l'une et l'autre interprétation du monde ne paraissent satisfaisantes pour notre curiosité, notre angoisse que dans la critique l'une de l'autre. Et il est parti ! De la définition préalable de la vie, il passe à l'inconcevabilité de la finalité biologique, puis à sa réalité. Il trébuche alors sur l'interrogation concernant l'origine de la vie. Celle-ci est-elle née de la matière ? Ou non. Alors ? Faut-il généraliser la finalité ? Ou bien laisser le hasard, un hasard drôlement débrouillard, tout régler. On retrouve Darwin ; on se heurte dès lors à la possibilité du très peu probable. Vertigineux, mais pas irrationnel ! « Non seulement un événement improbable aura lieu nécessairement une fois au cours d'un temps infini, mais il aura lieu nécessairement plusieurs fois. » Mais le poids des interrogations suscitées par la pensée, effrayante, de l'infini est si lourd qu'il est rejeté sur Dieu.

Dans un tourbillon de questions et de réponses aussi peu satisfaisantes les unes que les autres, Francis Kaplan nous conduit benoîtement au grand « Bricorama » de la vie. Celle-ci, pour le philosophe qui renonce aux explications trop générales pour être honnêtes, s'analyse pour notre esprit curieux comme un bricolage. C'est peu satisfaisant pour cet organe si orgueilleux, mais c'est efficace.

Nos lecteurs seront passionnés par la longue dialectique aboutissant à ce modeste constat. La question reste posée, mais elle a été bien débattue !

Charles DELAMARE

Éditions du Félin – 12 €

Le Quai de Ouistreham
de Florence Aubenas

Voici le nouveau *Quai des Brumes* : un quai normand de la Côte de Nacre où, trois fois par jour, accostent les ferry-boats qui relient Southampton à l'embouchure de l'Orne (14 km de Caen).

L'héroïne de ce livre n'est pas la jeune femme romantique du film culte de Marcel Carné où Jean Gabin est fasciné par l'éblouissante clarté (même en noir et blanc) des yeux de Michèle Morgan (« t'as de beaux yeux, tu sais… »). L'héroïne – au sens le plus fort du mot – du quai Charcot à Ouistreham, c'est bien cette Florence Aubenas qui, non contente – si l'on peut dire – d'être la justement célèbre des otages du Proche-Orient, a décidé, à quarante-huit ans, de pousser sa conscience professionnelle de grand reporteur au *Nouvel Observateur* jusqu'à se faire volontairement chômeuse de base dans cette ville de province où la crise de l'emploi a fait des milliers de victimes, surtout féminines, par disparition successive des industries qui avaient fait sa prospérité durant les trente glorieuses : Moulinex, la Société métallurgique de Normandie, etc.

« J'ai décidé de partir dans une ville française où je n'ai aucune attache, pour chercher anonymement du travail. J'ai loué une chambre meublée […], j'ai conservé mon identité, mon nom, mes papiers, et je me suis inscrite au chômage avec un baccalauréat pour seul bagage. Je suis devenue blonde. Je n'ai plus quitté mes lunettes. Je n'ai touché aucune allocation. »

Résultat : six mois de partage ininterrompu des avatars, difficultés, déceptions, humiliations, fatigues, épuisements, insomnies, angoisses, privations, qui sont le lot quotidien, pendant des

années, voire de toute une vie, de millions de Français de base (dont probablement une majorité de femmes), souvent privés de la moindre sécurité, fût-ce celle du « métro-boulot-dodo », formule presque sécurisante.

Aucun roman d'aventures n'est plus intéressant que ce roman vrai qui décrit en détail l'interminable épreuve que vivent désespérément, au jour le jour, les plus défavorisés de nos compatriotes, les « exclus », en plus grand nombre chaque mois.

Au États-Unis, Florence Aubenas aurait le prix Pulitzer. En France, aura-t-elle au moins le prix Albert Londres ? Déjà, le succès de ce grand reportage, en tête de toutes les ventes, témoigne du fait que l'auteur a visé juste, et que l'opinion reçoit ce très opportun message. Puisse ladite opinion ne pas se contenter de satisfaire une simple curiosité, qui serait obscène, mais tirer d'une telle lecture les conséquences qui s'imposent : l'exigence de partage, de solidarité, de « réforme intellectuelle et morale de la France », comme disait Renan, en ces temps de scandaleuses inégalités, d'insolentes fortunes, de libéralisme sans frein au profit d'une minorité infime.

Plus jamais je ne prendrai le ferry à Ouistreham sans avoir une pensée pour les forçats que sont les « agents de nettoyage », « agents d'entretien », « techniciens de propreté », autrement dit : femmes de ménage.

À lire, absolument : 270 pages en langue vivante, en gros plan affectueux, « avalées » en trois heures et relues avec admiration. Florence Aubenas est plus qu'un grand reporteur : le Zola dont notre temps avait besoin.

Jean-Marie DAILLET

Éditions de l'Olivier – 19 €

Missak
de Didier Daeninckx

Un prénom magique, mystérieux. « Deux guitares jouent, ravivant du fond de la nuit toute ma mémoire », a chanté le poète. C'est l'histoire d'un petit garçon, pauvre et arménien. À la veillée, car la télévision dans les années 1950 était bien trop chère pour la bourse d'un cordonnier, son père racontait une histoire merveilleuse, celle de Missak, de Missak Manouchian, chevalier sans peur et sans reproche comme le rapportait sa maîtresse à propos de Bayard.

Un homme qui faisait peur aux Allemands, qui les affrontait à un contre dix et vengeait à lui tout seul l'armée française défaite, celle de l'oncle du petit garçon. À ses yeux, Missak Manouchian prenait une dimension mystique, vengeant les récits des repas dominicaux où l'armée française désorganisée et désemparée avait été défaite en quelques semaines.

Puis le petit garçon grandit, gardant en sa mémoire le récit mythique. 1968 surgit dans la lumière et ses rêves. Marc Ogeret chantait « L'affiche rouge » de Louis Aragon, « Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes / Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants / L'affiche qui semblait une tâche de sang / Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles / Y cherchait un effet de peur sur les passants ». L'étudiant en histoire apprit, au lycée et à l'université de Nanterre la rouge, l'histoire de la résistance des Francs-tireurs et partisans et du groupe du MOI, la main-d'œuvre immigrée, le fameux groupe Manouchian qui fit parler de lui dans les années 1942-1943.

La Résistance française est une longue épopée. Elle fut très longtemps pour les hommes de ma

génération un long récit d'actions célébrées durant l'enfance et l'adolescence. « La France qui se bat, la vraie France, la seule France, « la France éternelle », célébrée par de Gaulle à l'hôtel de ville de Paris le 25 août 1944. Et, bien sûr, le parti communiste, le parti des 70 000 fusillés, « la France qui croyait au ciel et celle qui n'y croyait pas », célébrée par Louis Aragon. La réalité, un jour, se fit impérieuse et nécessaire. En juin 1940, la France soulagée avait accueilli le message lénifiant du maréchal Pétain : « C'est le cœur serré que je vous dis qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire… » Le 17 juin 1940 fut bien plus connu que le 18 juin tant et tant célébré. À Vichy, par 569 voix contre 80, l'Assemblée nationale vota les pleins pouvoirs au vainqueur de Verdun avec une grande lâcheté, c'était pourtant le Parlement du Front populaire. Peu d'hommes répondirent à l'appel du Général. Et le parti communiste chercha même, auprès de l'ambassadeur allemand Otto Abetz, l'autorisation de faire reparaître le journal *L'Humanité*. Il est vrai que l'ambassadeur avant de devenir national-socialiste avait été… un socialiste bon teint. Tout changea après l'invasion de l'Union soviétique, le 22 juin 1941. Le parti communiste engagea délibérément la lutte armée contre l'occupant allemand jusque-là débonnaire à l'égard des communistes français poursuivis, depuis le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, par la police française, d'abord sous les ordres de la IIIe République, puis sous ceux de Vichy.

Le parti dirigé en France par Jacques Duclos, rentré de Bruxelles à Paris sur les talons de l'armée allemande, tisse sa toile. Il s'engagea dans la voie terroriste peu prisée par de Gaulle qui voulait développer les Forces françaises libres et confiner la Résistance aux renseignements et à la contrebande, avant de la faire basculer, le moment venu, dans une véritable lutte armée. Ce n'était pas la perspective politique de la direction clandestine du parti communiste qui voulait sortir la population de son apathie et de sa bienveillance envers Pétain.

Le groupe Manouchian correspondait pleinement à cette logique communiste. Didier Daeninckx, que nous avons rencontré à une signature à Saint-Ouen, a l'immense qualité de rétablir une vérité historique niée par les pontifes marxistes de l'histoire. Le fascisme est lié indissolublement à l'histoire du mouvement ouvrier, c'est-à-dire à la gauche. Benito Mussolini était un dirigeant parmi les plus importants du parti socialiste en Italie. En Allemagne, Gregor et Otto Strasser venaient de la gauche allemande et Joseph Goebbels avait été un national-bolchevique, un parti fondé par Ernst Niekisch. En France, Jacques Doriot avait été pour Staline « l'enfant chéri de la IIIe Internationale » et un candidat probable au secrétariat général du parti, avant d'être supplanté par Maurice Thorez. Son parti, le Parti populaire français, n'avait d'ailleurs pas été hostile au Front populaire.

Didier Daeninckx connaît parfaitement les dérives dites rouge-brun hier et aujourd'hui rouge-vert, celles des islamo-fascistes. Dans cet ouvrage consacré à Missak, il démythifie la chanson de geste et pose un doigt sur une question qui taraude les historiens : le groupe Manouchian est-il tombé à cause d'une trahison, laquelle et pourquoi ? Le sujet demeure aujourd'hui d'actualité. Ce groupe dérangeait par son indépendance, son radicalisme, son intransigeance. C'est de l'intérieur du parti qu'il aurait été trahi. *Missak* est un roman historique à clés. Pour en avoir discuté un jour avec l'intéressé, des rumeurs circulent… Tout n'était pas rose dans la résistance rouge. Et, d'ailleurs, les chefs militaires de la résistance communiste furent

placardisés comme le colonel Rol-Tanguy devenu général et momifié en mascotte, ou diabolisés comme Charles Tillon, le commandant en chef des FTP. Au-delà de la légende, il y a l'histoire qui demeure à jamais. Missak Manouchian appartenait à l'immigration arménienne rouge, les « garmirs », comme disait le père au petit garçon.

Nous appartenons à l'autre immigration arménienne, immensément majoritaire, celle qui célébrait la République libre d'Arménie de 1918 à 1920, abattue une nuit de décembre par la cavalerie bolchevique de l'Armée rouge. Mais toute la communauté était reconnaissante à la France qui l'avait recueillie, nourrie, chérie, réchauffée et instruite. Dans le malheur qui frappe la France durant l'été 1940, c'est le cœur lourd et plein de tristesse qu'elle avait assisté à la victoire de l'Allemagne, alliée et complice des Turcs lors du génocide de 1915.

Manouchian était devenu un héros et un remerciement à la patrie d'accueil.

Le 21 février 1944, il écrit cette lettre admirable à sa femme, relue par Louis Aragon : « Un grand soleil d'hiver inonde la colline / Que la nature est belle et que le cœur me fend / La justice viendra un jour sur nos pas triomphants / Ma Mélinée, ô mon amour, mon orpheline, et je te dis de vivre et d'avoir un enfant. » Quelque moment plus tard, Missak Manouchian tomba sous les balles allemandes. Au moment suprême, il mourut debout, en Arménien, en communiste, en combattant de la liberté, mais surtout pour que vive la France. Honneur à sa mémoire.

Albert KALAYDJIAN

Éditions Perrin – 16,90 €

Metternich, le séducteur diplomate
de Charles Zorgbibe

On n'a jamais beaucoup aimé Metternich en France. Probablement parce qu'il a joué un rôle décisif dans la chute de Napoléon ou parce qu'il a été, avec le tsar Alexandre 1er, le propagateur et l'utilisateur de la Sainte-Alliance, à la Restauration. Sans avoir été lui-même un saint ! Ce fut, à en croire l'Empereur, « le plus grand menteur du siècle » ! L'un des plus grands séducteurs aussi. En bon Européen, il eut des amours internationales : trois épouses autrichiennes, trois maîtresses russes, trois maîtresses françaises…

L'auteur ne s'attarde pas trop, malgré le titre alléchant du livre, à cet aspect du personnage. En tant que juriste de droit international et historien des relations internationales, il a disséqué, avec un grand talent d'exposition, les conceptions et les actions du diplomate Metternich, guidé par la volonté de reconstruire l'ordre international bouleversé par la Révolution française. Avec une inspiration secrète : retrouver « cette joie de vivre » qui, comme l'a dit Chateaubriand, régnait au XVIIIe siècle, mais pour une minorité seulement !

La « réaction » n'était pas aussi bornée que nos livres d'histoire le ressassent ; elle visait le bonheur des peuples (surtout de leurs maîtres) pour Metternich, le salut de leurs âmes pour le tsar. D'où les entrelacs d'une diplomatie poursuivant ce but par tous les moyens, à peu près honnêtes, même s'ils furent souvent contradictoires et tortueux. Trop souvent policiers et militaires…

Le lecteur sera particulièrement intéressé par le tableau de l'Europe pendant les quarante ans passés par le chancelier autrichien à la raccom-

moder à son goût. Il retrouvera dans les développements, présentés de manière claire au milieu de mille complications, bien des interrogations de notre communauté européenne d'aujourd'hui. On remarquera le rôle considérable joué par la Russie, partie vraiment prenante du jeu des puissances, le solo de l'Angleterre, le mouvement de balancier de la France entre elle et les monarchies de l'Est… Cette période de la Restauration et de la monarchie bourgeoise, sous Louis-Philippe, nous paraît plate, assez ennuyeuse. Elle fut, en réalité, très agitée. Metternich s'arc-boutait de toutes ses forces, de toute son intelligence, pour éviter le retour de ce qu'il considérait comme la suite calamiteuse de la Convention. « Le plus grand malheur qui puisse frapper un pays, écrit-il dans ses Mémoires, c'est la révolution. Le révolutionnaire est l'héritier naturel de la folie politique. » L'esquisse d'Europe unie qu'il essaya de construire après Waterloo visait à conjurer ce malheur. Mais restée le fait des princes, des « Maisons » d'Espagne, d'Autriche, etc., elle ne put répondre à l'aspiration torrentielle des peuples. Une leçon que les autorités de Bruxelles aujourd'hui doivent se garder d'oublier ! Un livre très actuel donc, plus qu'une biographie d'un don Juan saisi par la diplomatie.

Charles DELAMARE

Éditions de Fallois – 26 €

Chaque pas doit être un but
de Jacques Chirac

« Le seul combat perdu est celui qu'on ne mène pas », a un jour dit l'ancien président de la République. Le mot résume tout le personnage : douze ans président de la République, quatre ans Premier ministre, sept ans ministre ou secrétaire d'État, dix-huit ans maire de Paris et neuf ans président du conseil général de Corrèze – la carrière la plus complète d'un homme dans l'histoire de la Ve République.

Un de mes proches membres de famille l'a bien connu à ses débuts au cabinet de Georges Pompidou, à Matignon, alors qu'il était lui-même au bureau du cabinet. Il en gardait le souvenir d'un homme simple, chaleureux, n'hésitant pas à l'inviter à faire un bout de chemin dans sa 2 CV de l'époque. Nous sommes bien loin de l'image que d'aucuns voulaient donner au personnage. Jacques Chirac, et ses Mémoires le démontrent, est un homme qui sut admirer et respecter. Il respecta le général de Gaulle, il admira Georges Pompidou. Il fut subjugué un temps par Valéry Giscard d'Estaing, avant de devenir son adversaire implacable pour le plus grand bonheur de la gauche unie.

Notre famille de pensée a toujours eu le plus grand mal à comprendre le personnage de Jacques Chirac. La lecture de ses Mémoires en donne pourtant la clé. Il est d'abord un homme du Limousin, de la patrie radicale socialiste de Henri Queille : « Un obstacle est fait pour être contourné », a proclamé un jour ce grand homme. Il est ensuite un officier de cavalerie (colonel de réserve) qui a fait la guerre d'Algérie et vécu deux années au Gouvernement général d'Alger. Son anecdote, lors de la semaine des barricades, sur Paul Delouvrier, droit comme un I, en sa qualité de délégué général de la République et sur le général Challe, bardé de décorations et chaussé de pantoufles car souffrant de la plante des pieds, vaut le détour d'une page. Il se souvient aussi de la débandade générale des grands commis de l'État aux abonnés absents. Il s'en souviendra en 1968 lorsque tout vacillait autour du Premier ministre Georges Pompidou, sauf Michel Jaubert, Édouard Balladur… et Jacques Chirac.

Il garda de ces trois exemples l'idée qu'il fallait, raison garder, préserver le sang des soldats français et demeurer à l'écoute des mouvements sociaux. C'est la raison pour laquelle la droite française ne l'aima jamais, lui reprochant sa politique, et prenant sa prudence pour des atermoiements. Le vrai Jacques Chirac fut celui des premiers temps du RPR, du discours fondateur d'Égletons, en octobre 1976, au programme législatif de 1978, celui du « travaillisme à la française ». Après, l'homme fut pris par les démons de l'appareil gaulliste que notre famille politique, à juste titre, ne prise pas. L'appel de Cochin, le recours à des officines, péché mignon depuis les origines de la droite bonapartiste, la défaite préparée de longue main de Valéry Giscard d'Estaing de 1981 en sont des témoins flagrants. Le coup de barre à droite du mouvement gaulliste et le second gouvernement de Jacques Chirac de 1986-1988 furent à cet égard un modèle du genre : anonymat sur l'or, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, abrogation de la loi de 1948 sur le logement, loi Devaquet sur les universités. L'homme devint un repoussoir pour la jeunesse, le monde du travail, le monde artistique, n'en déplaise à Line Renaud, un arbre qui cachait la forêt.

Sa traversée du désert fut semée d'embûches : « Les gaullistes sont comme les loups, ils chassent en meute », a un jour dit Jacques Mallet. Le propos est juste, mais il faudrait ajouter que les loups ici se dévoraient entre eux : tour à tour Pasqua, Seguin, Carinion, Fillon, Barzach s'essayèrent au « refondateur », au « rénovateur », à « une force nouvelle ». Ils échouèrent tous, mais l'homme chaleureux se referma dans sa coquille. Il évita de justesse le putsch dans la maison gaulliste en 1990, il avait eu l'expérience d'un vrai, celui des généraux de 1961, dont le général Challe qui avait, semble-t-il, abandonné ses pantoufles, ce qui ne lui réussit guère.

Il prit, en 1992, son parti à rebrousse-poil. Un parti qui avait cessé d'être un mouvement : « le métro à 6 heures du soir », loué par André Malraux. Ce fut une intuition juste qui lui ménagea les voix centristes. L'intuition fut moins heureuse en 1993. Édouard Balladur, théoricien si peu gaulliste de la cohabitation en 1986, voulut se mettre à son compte. Il feignit le service pour mieux porter le coup de dague. « Je préfère Lamartine, mais entre Louis-Philippe et Bonaparte, je choisis Bonaparte, fût-ce Napoléon III », a un jour proclamé un cadre de notre famille politique. Il avait raison. Contre toute attente, Jacques Chirac se déclara par une simple dépêche adressée à un journal du nord de la France. Il allait entamer ce qui serait sa campagne d'Italie. Un appareil gaulliste divisé, des fidèles résignés au dernier combat et une poignée de centristes convaincus qu'il fallait une France plus solidaire, plus fraternelle, plus populaire. L'Amiral de Gaulle accepta de présider le comité de soutien. Philippe Seguin donna de la verve et le meilleur de lui-même. Un espoir se levait dans les banlieues : « La fracture sociale, l'ascenseur social, la feuille de paie qui n'est plus l'ennemie de l'emploi. »

Jacques Chirac souleva alors une énorme espérance dans les milieux populaires. Rechaussant les bottes du Général, il trompa nos amis et subjugua ses ennemis. En février 1995, il entamait une lente remontée dans les sondages ; en mars 1995, il en prenait la tête pendant que Édouard Balladur s'essayait à la course cycliste et à Paris-Roubaix dont il ignorait sans doute l'existence quelques semaines plus tôt. Le 23 avril 1995, Jacques Chirac, candidat pour la troisième fois, atteignait le second tour pour la seconde fois. Mais le 7 mai 1995, pour la première fois, il accédait à la magistrature suprême. Jacques Delors qui préférait être nommé qu'être élu avait renoncé. Lionel Jospin, faiblement soutenu par François Mitterrand, le mot est faible, n'avait pas convaincu et fut vaincu.

La joie populaire à Paris fut immense ; à Saint-Ouen, elle ne manqua pas non plus d'allure. Un 10 mai 1981 à l'envers, une joie simple mêlée d'espoir. Avant de connaître des lendemains de désespoir. Mais ceci est une autre histoire que nous contera sans doute un jour Jacques Chirac dans la suite de ses Mémoires.

Albert KALAYDJIAN

Éditions du Nil – 21 €

Orages désirés
de René Lenoir

Qui ne connaît pas le terme d'exclu ? Qui sait que nous devons ce terme, et surtout la prise de conscience de tout ce qu'il représente, à l'auteur du livre signalé ici ? Dès 1974, il avait analysé le triste phénomène social, en pleine expansion, à partir du septennat de Giscard, à la suite de la première crise pétrolière. Il poursuivit son action pour lutter contre les inégalités, aussi bien à l'intérieur du pays qu'envers les pays en développement, en tant que secrétaire d'État pendant quatre ans, que directeur de l'ENA pendant quatre ans également et dans une dizaine de publications.

Tout d'un coup, il change de registre. Il nous livre aujourd'hui un roman, d'inspiration totalement différente, mais écrit avec le même talent, si ce n'est plus, que ses publications précédentes. C'est un roman, j'allais presque dire de cape et d'épée, s'il n'était pas sous-tendu par une réflexion, peut-être trop optimiste sur l'homme entraîné dans les tourbillons de l'Histoire. Et quelle Histoire, celle décrivant la Révolution et l'Empire ! Son héros principal, Gilles d'Abriès, officier de la Grande Armée, parcourt l'Europe jusqu'à Moscou, se marie en Italie, fréquente les plus brillantes personnalités de son temps, y compris Napoléon, qu'il critique d'un point de vue libertaire pour le colonel qu'il est devenu. Mais l'Empereur reste humain. Il pleure au chevet de Lannes, blessé à mort pendant la bataille de Wagram. Plus tard, le héros devenu diplomate, après avoir terminé les guerres napoléoniennes comme général, revient en Russie où il avait été prisonnier. Quand on lui dit que l'homme vit de sa folie et meurt de sa raison, il se cabre et entrevoit les progrès du XIXe siècle. Il rencontre Pouchkine et perd sa femme, Lucia, tuée au cours d'une manifestation des Dékabristes, à Saint-Pétersbourg. Par la suite, nommé à Vienne, il connaît Metternich qui, dit-il, « était insinuant, dissimulateur, faussement sincère ». À ajouter au portrait dressé (voir ci-contre) par Charles Zorgbibe ! Il préfère fréquenter Schubert ! Ce n'est pas le seul homme célèbre que ce roman nous fait rencontrer après qu'il eut décroché les uns et les autres de leur cadre solennel et figé.

Ce don de vitalité qui correspond à celui du magnétisme, en développement à la fin du XVIIIe siècle, pratiqué par d'Abriès, infuse le récit, rendant vraisemblable son remariage à la fin du livre.

Cette effervescence intérieure entraîne l'action. Elle s'apparente à l'inspiration, qui dans et par la littérature va transformer, à la fin de la Restauration, l'épopée de Valmy et de Wagram en une nouvelle force de vivre.

Ce n'est pas affirmer que le roman, portant un titre emprunté à Chateaubriand, est ennuyeux ! Bien au contraire, il rend l'histoire vivante comme Murat, profonde comme Benjamin Constant. Que du plaisir pour le lecteur !

Charles DELAMARE

Éditions L'Harmattan – 25 €

BULLETIN D' ABONNEMENT

- 4 numéros par an -

À retourner avec votre règlement à : **France Forum**
133, rue de l'Université – 75007 Paris

❑ **Je m'abonne** ❑ **J'offre un abonnement à :**

Nom (Mme, M.) .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

France	➡	40 €
	➡	48 € (soutien)
Étudiant	➡	25 €
Étranger	➡	44 €

(TVA : 2,10 %)

Les auteurs

Charles Delamare, *rédacteur en chef de* France Forum

François-Georges Dreyfus, *professeur émérite à la Sorbonne*

Jean-Pierre Gouzy, *vice-président de la Maison de l'Europe à Paris, vice-président du Centre international de formation pour l'Europe à Bruxelles*

Alexandre Jevakhoff, *inspecteur général des finances, directeur adjoint du cabinet de la ministre de l'Intérieur*

Hélène Kaplan, *présidente de l'Association des amis de Mémorial en France*

André Le Gall, *écrivain*

Jacques Mallet, *ancien député européen*

Philippe Moreau Defarges, *ministre plénipotentiaire, chercheur et codirecteur du rapport RAMSES à l'Institut français des relations internationales*

Yves Pozzo di Borgo, *sénateur de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, vice-président du groupe Amitié France-Russie au Sénat*

Jean-Pierre Prévost, *politologue*

Dmitri Rogozine, *ambassadeur de la Fédération de Russie auprès de l'Otan, ex-candidat à la présidence de la Fédération de Russie*

Georges Sokoloff, *professeur émérite des universités à l'INALCO, conseiller au CEPII, membre du conseil d'administration du Haut Collège d'économie de Moscou*

Robert Toulemon, *inspecteur général des finances, vice-président de l'ARII*

Igor Yatzimirsky, *ancien cadre de la banque Rothschild*

Jenny Zaharieva, *pianiste internationale, officier des Arts et des Lettres*

f r a n c e o r u m

Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medevielle, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** — Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 133, rue de l'Université 75007 Paris - Téléphone : 01 45 50 29 07 - Fax : 09 56 80 01 14 – E-mail : france.forum@free.fr — Commission paritaire : 0113 P 86488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

NOUVELLE SÉRIE • n°37

NOTRE RUSSIE

À quoi sert la Russie ? par Alexandre Jevakhoff

Plaidoyer pour une Russie européenne par Jean-Pierre Gouzy

L'Église orthodoxe, la Russie et l'Occident par François-Georges Dreyfus

À propos de la démesure russe par Georges Sokoloff

La Russie, une très grande partie de l'Europe par Dmitri Rogozine

Les nouveaux projets russes pour la sécurité européenne par Philippe Moreau Defarges

Après la guerre en Géorgie par Jean-Pierre Prévost

Mémorial : la lutte pour la vérité par Hélène Kaplan

Union européenne-Russie : pour un partenariat stratégique par Yves Pozzo di Borgo

Sommaire détaillé page 1

REVUE TRIMESTRIELLE - MARS 2010